

*l'Anti*capitaliste

N°110 | DÉCEMBRE 2019 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



AMÉRIQUE LATINE : OFFENSIVES CONSERVATRICES ET RETOUR DE LA GUERRE DE CLASSE



UN SOULÈVEMENT MONDIAL CONTRE LE
CAPITALISME NÉOLIBÉRAL-AUTORITAIRE ?



« L'ESPOIR EST MOTEUR. CROIRE À
QUELQUE CHOSE PERMET DE PASSER À
L'ACTE, PERMET DE DONNER DU CŒUR »



LE NOUVEAU SOUFFLE DE LA
MOBILISATION DANS LA SANTÉ

Sommaire

EDITORIAL

Joséphine Simphon Qui sème la misère, récolte la colère... **P3**

PREMIER PLAN

Julien Salingue

Un soulèvement mondial contre le capitalisme néolibéral-autoritaire ? **P4**

Mathilde Larrère « L'espoir est moteur. Croire à quelque chose permet de passer à l'acte, permet de donner du cœur » **P8**

Manu Bichindaritz Le 5 décembre et après : unité, convergence et radicalité **P10**

Interview Le nouveau souffle de la mobilisation dans la santé **P12**

Antoine Rabadan État espagnol : Podemos au gouvernement, un coup de poker du régime pour contenir les mobilisations **P14**

DOSSIER

Franck Gaudichaud Amérique latine : l'impasse des gouvernements progressistes et le retour de la guerre de classe **P16**

Karina Nohales De quoi l'insurrection populaire au Chili est-elle le nom ? **P20**

Patrick Guillaudat Bolivie : solidarité et bilan **P23**

Pedro Huarcaya

Venezuela : entre les menaces impérialistes et l'autoritarisme de Maduro **P26**

Michael Löwy Bolsonaro : la vague brune arrive au Brésil **P28**

José Luis Hernández Ayala

Mexique : avec AMLO, un nouveau « gouvernement progressiste » ? **P29**

Camille Münzer Équateur : une victoire importante, mais limitée contre le FMI **P31**

LECTURES

Julien Salingue Un « Manuel indocile de sciences sociales » pour résister et construire la contre-offensive à l'air du temps **P33**

Henri Wilno « Le premier âge du capitalisme 1415-1763 », Tome 3 **P34**

Commission nationale écologie du NPA Le New Deal vert de Naomi Klein **P35**

FOCUS

Julien Salingue Israël : mis en examen, Netanyahu joue l'épreuve de force **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Manifestation Plaza Baquedano au Chili. © Hugo Morales / Wikicommons



Plus de 150 000 personnes ont manifesté le 23 novembre 2019 contre les violences faites aux femmes, contre les féminicides. Image de la manifestation parisienne. © Photothèque Rouge / JMB



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros |

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard | |
|---|------------------------|
| Revue + Hebdo | 25 euros par trimestre |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | |
| Revue + Hebdo | 19 euros par trimestre |

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Qui sème la misère, récolte la colère...

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Pour le gouvernement, la période n'est pas vraiment au beau fixe. Il a beau essayer de convaincre que sa politique est bonne, rien n'y fait. Les mécontentements, les colères chaque jour sont de plus nombreux et plus fortes et semblent vouloir converger à partir du 5 décembre. Il commence à payer le prix de la politique de guerre sociale qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir. Mobilisation contre la précarité étudiante suite à l'immolation à Lyon d'un jeune étudiant privé de bourse, des milliers d'hospitalierEs dans la rue le jeudi 14 novembre contre la casse de l'hôpital public ainsi que les agentEs des Finances publiques pour le maintien de leur service de proximité, premier anniversaire du mouvement des Gilets Jaunes qui, même numériquement affaibli, incarne la continuité d'une contestation de Macron, président des riches, sur l'ensemble du territoire. Et pour finir la mobilisation massive du 23 novembre contre les violences faites aux femmes.

Sans oublier, la nouvelle journée de mobilisation dans la jeunesse autour des questions climatiques du 29 novembre. Cette

nouvelle journée, correspondant aussi à la contestation d'un mode de vie symbolisé par le « Black Friday », contribue à entretenir chez les jeunes une dimension de critique antisystème globale.

On assiste donc à un climat de contestation tous terrains qui n'est pas sans rappeler, celui qui avait précédé le mouvement de 1995, mais dont ne pouvons à cette étape ne pas ignorer quelques limites et celle notamment de la centralisation nécessaire à l'affrontement avec le pouvoir.

DES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES... QUI FONT FLOP

Afin d'empêcher que la convergence des luttes et les mouvements spontanés se développent à partir du 5, le gouvernement essaye d'éteindre l'embrasement naissant. Après la journée de grève et de manifestation historique des soignantEs, Macron a annoncé à grand bruit un « plan d'urgence » car il avait soi-disant « entendu » la colère du monde hospitalier. C'est pourtant l'image d'un gouvernement sourd et aveugle que donne le troisième plan de sauvetage de l'hôpital annoncé en 6 mois. Pas plus que les précédents il n'apporte de solution à la crise du secteur. Le gouvernement multiplie les effets d'annonce, mais sans répondre à l'essentiel, le manque d'effectifs et de lits, les salaires trop bas, les heures supplémentaires non payées, la dégradation incessante des conditions de travail. Face au grand blabla, les hospitalierEs ont annoncé de nouvelles actions le 30 novembre.

Face à la précarité grandissante des étudiantEs, là encore la seule réponse de la part du gouvernement est clairement à côté

de la plaque puisqu'il s'agit simplement de mettre en place un numéro d'appel d'urgence et d'annoncer que les bourses ne seront pas augmentées. Pour ce gouvernement, les jeunes peuvent donc continuer à « crever » ! On comprend donc aisément que les dernières AG étudiantes soient importantes et que la colère là aussi grandisse. Cette stratégie gouvernementale, qui cherche, sans succès, à éteindre l'embrasement a également été utilisée auprès des avocatEs inquiets par rapport à la future réforme des retraites ou encore avec le recul, au moins temporaire, sur les mesures prévues sur le travail de nuit dans le commerce.

LA MANIÈRE FORTE ET LA DIVISION

En même temps, le gouvernement continue sans relâche son offensive, pour mater les oppositions, diviser et mépriser la majorité des travailleurs. Le gouvernement fait feu de tout bois : offensive sur le fond, mesures en faux semblants comme par exemple « la clause du grand-père ».

Il continue aussi d'user de la répression dès qu'il le peut, comme l'a encore montré l'anniversaire des Gilets Jaunes. Ainsi à Paris, en refusant en amont la plupart des parcours proposés par les organisateurs, la Préfecture a nourri la frustration de milliers de Gilets jaunes qui voulaient dignement manifester dans la capitale. Mais cela n'était visiblement pas suffisamment : contrôles préventifs avant les manifestations, omniprésence des forces de police au contact des manifestantEs dans beaucoup d'endroits,



Un tag dans le store d'une banque, Paris, 16 novembre 2019.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

stratégie de tension et de chaos (ainsi la manifestation autorisée puis annulée à Paris...), puis répression à coup de gaz lacrymogènes et d'arrestations dans beaucoup d'endroits. 8000 contrôles préventifs, 147 interpellations, 129 gardés à vue selon le parquet de Paris... Ces derniers jours, le gouvernement et Macron en tête pour nous diviser, continuent leur mépris en indiquant que le « pays est trop négatif sur lui-même », voire même que les grévistes du 5 décembre veulent « défendre les inégalités » ou ne sont que des « privilégiés ». Cette stratégie n'est pas nouvelle. Depuis son arrivée au pouvoir la moindre contestation est délégitimée, amoindrie, méprisée. Mais en ce mois de décembre et sans préjuger de la suite des événements, cela ne semble plus marcher. Au contraire, à l'image de ce qui se passe dans de nombreux pays du monde, la colère sociale pourrait bien se transformer en lutte politique contre un gouvernement illégitime, antidémocratique, dont le pouvoir ne semble plus tenir que par l'ampleur de la répression. Les mobilisations, les colères ne sont pas près de s'éteindre... à nous de maintenir la flamme. □

Un soulèvement mondial contre le capitalisme néolibéral-autoritaire ?

PAR JULIEN SALINGUE

Irak, Chili, Équateur, Liban, Catalogne, Porto Rico, Soudan, Colombie, Hong Kong, Nicaragua, Algérie, Haïti, Iran... Il est de plus en plus difficile d'établir une liste exhaustive des pays qui ont été ou sont le lieu, depuis plusieurs semaines ou plusieurs mois, de soulèvements populaires mettant directement en cause les régimes en place et les faisant vaciller, voire chuter. La question qui se pose immanquablement est celle des liens pouvant exister entre ces mobilisations : s'agit-il d'une juxtaposition de mouvements nationaux ou d'un soulèvement à caractère transnational, expression d'une lame de fond à l'échelle mondiale ?

Si l'on observe les mobilisations en cours, l'un des premiers constats que l'on peut opérer est que, contrairement à ce qui s'était passé lors des soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011, il est difficile, voire impossible, de déterminer un « point de départ », un moment fondateur de cette vague de soulèvements internationaux. Il n'y a pas eu de « moment tunisien », à l'image de ce qui s'était produit le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid avec l'immolation du jeune vendeur ambulant Mohamed Bouazizi, événement déclencheur d'un mouvement de révolte régionale. Le suicide de ce jeune homme, symbole de la situation de précarité et de l'absence de perspectives pour la jeunesse des pays arabes, confrontées à des régimes prédateurs, clientélistes et autoritaires, avait servi de catalyseur à un soulèvement régional remettant en cause, en profondeur, les dispositifs de domination dans toute la zone Moyen-Orient-Afrique du Nord.

La recherche de l'introuvable moment fondateur de la vague de révoltes en cours a néanmoins ceci d'utile qu'elle permet de mesurer à quel point les soulèvements populaires actuels ne sont pas des coups de tonnerre dans un ciel serein, mais bien l'expression, à une échelle de masse et dans la durée, de colères qui avaient déjà pu s'incarner par le passé. De la « révolution des parapluies » à Hong Kong en septembre-octobre 2014, qui avait vu des centaines de milliers de personnes participer à des manifestations et des actions de désobéissance autour de revendications démocratiques, à

la mobilisation de masse au Liban, à la fin de l'été 2015, contre la « crise des ordures », en passant par les soulèvements en Irak à l'été 2018 et à Haïti en février 2019, contre la pauvreté, les inégalités sociales et la corruption, ou encore les mobilisations féministes et les mouvements étudiants (2011 et 2016) au Chili, les exemples sont multiples de ces « ré pétitions générales », au sein desquelles les expériences ont été accumulées et qui ont, de facto, préparé les mouvements en cours. Ce phénomène est confirmé par le fait que la quasi-totalité des mouvements populaires actuels, s'ils ont débuté en réaction à une mesure gouvernementale précise, se sont très rapidement mués en soulèvements globaux, remettant en question l'ensemble des politiques néolibérales conduites au cours des dernières années, voire des dernières décennies, et contestant la légitimité même des pouvoirs en place. Augmentation des prix des carburants, taxes sur les télécommunications, hausse des coûts des transports collectifs : les décisions gouvernementales qui ont mis le feu aux poudres ont été, à chaque fois, le « mauvais coup » de trop, pour des populations souvent déjà exsangues et refusant d'être, une fois encore, celles et ceux qui paient l'addition tandis que les plus riches continuent de s'enrichir, avec la complicité des pouvoirs en place – quand ils n'exercent pas, directement, le pouvoir.

REMISE EN QUESTION GLOBALE

Au Chili, le slogan « No son 30 pesos, son 30 años ! » est explicite : le problème n'est pas tant l'augmentation de 30 pesos du prix du ticket de métro

que les 30 années de politiques néolibérales, sans rupture avec l'ultralibéralisme de la dictature de Pinochet et de ses conseillers « Chicago Boys ». Souvent présenté comme un modèle de développement et de stabilité économique, le Chili est en effet parmi les pays les plus inégalitaires au monde. Si l'on se réfère au classement établi au moyen du coefficient de Gini, qui mesure la répartition des revenus au sein d'une population donnée, le Chili fait partie des 25 derniers États à l'échelle mondiale, et se classe bon dernier des pays de l'OCDE¹. Les 1% les plus riches possèderaient ainsi entre 26 et 30% de la richesse nationale (17% en France), avec parmi eux une caste d'ultra-riches (0,01%) accaparant 10% de cette richesse². Même phénomène au Liban, où les 1% les plus riches captent près du quart du revenu national, et où 3700 individus (0,1% de la population) reçoivent 10% de ces revenus, c'est-à-dire autant que les 50% les plus pauvres (près de deux millions de personnes³).

Aux inégalités de revenus et de patrimoine s'ajoute la faiblesse des mécanismes de redistribution des richesses, notamment au moyen des systèmes d'aides sociales ou par les services publics. Au Chili, les dépenses sociales représentaient ainsi, en 2018, 10,9% du PIB (contre, par exemple, 25,1% en Allemagne ou 20,6% au Royaume-Uni) ; au Liban ou en Irak, les services publics de base (eau, électricité) ne sont pas assurés, avec des coupures quotidiennes ; en Iran, les tremblements de terre et les

inondations mettent régulièrement à jour l'incapacité et l'absence de volonté de l'État de mettre les moyens nécessaires pour venir au secours des populations les plus démunies.

Il n'est dès lors guère surprenant que les soulèvements actuels, quand bien même ils auraient débuté en réaction à une mesure particulièrement injuste et/ou symbolique, remettent en question les politiques antisociales dans leur globalité. Il convient d'ailleurs de noter que les mesures en question faisaient le plus souvent partie d'un plan plus global d'austérité, comme au Liban (nouvelles taxes, réductions des dépenses publiques, privatisations...) ou en Équateur (baisse ou suppression des subventions d'État, restrictions salariales, congés en moins pour les fonctionnaires...). À chaque fois, ou presque, dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel concocté par le FMI et d'autres bailleurs.

« SYSTÈME, DÉGAGE ! »

Inégalités sociales croissantes, plans d'austérité exigeant des « efforts » du côté des seuls salariéEs et classes populaires : il ne fait guère de doute que la séquence actuelle trouve ses sources dans la grande crise de 2008-2009 et dans les « réponses » néolibérales mises en œuvre par les capitalistes et les gouvernements représentant leurs intérêts. Comme l'a résumé Romaric Godin dans un remarquable article pour Mediapart⁴ : « Certes, le néolibéralisme a survécu au choc de 2008 et il a même pu revenir après 2010 pour proposer comme solutions au monde l'austérité budgétaire et les "réformes structurelles" visant à détruire les protections des travailleurs et des plus fragiles. Mais en cherchant à rester dominant, le néolibéralisme a encore approfondi sa propre crise. »

Les questions posées par les populations mobilisées sont en effet des questions structurelles. Il ne s'agit pas de corriger, à la marge, certains « excès » du néolibéralisme, mais bien de le remettre en question profondément, dans son essence même. C'est tout le sens des revendications contre le « système » ou contre le « régime », et de l'exigence du départ de l'ensemble des gouvernants : « Tous, ça veut dire tous » (Liban) ; « Qu'ils s'en aillent tous » (Chili) ; « Le peuple veut la chute du régime » (Algérie) ; « Système, dégage » (Irak) ; « Nouveau

commencement » (Haïti) ; etc. C'est aussi le sens des discussions, quoi qu'on pense de leurs limites, autour de la nécessité de bâtir de nouvelles institutions, réellement souveraines et non soumises aux ingérences étrangères (Irak, Hong Kong), émancipées du confessionnalisme (Liban), avec même l'évocation d'une assemblée constituante (Algérie, Chili).

Cité par le Monde⁵, Hardy Merriman, président du très modéré ICNC (International Center on Nonviolent Conflict, Centre international sur les conflits non violents), confirme ce phénomène : « Les gens [...] veulent du changement et cherchent donc d'autres formes de pouvoir afin d'imposer des transformations à un système économique et politique dont ils estiment qu'il n'est pas comptable devant le peuple. »

C'est ce qui explique pourquoi, malgré certains reculs des gouvernements (abandon de la taxe WhatsApp au Liban, annulation de la hausse du prix du ticket de métro au Chili, retrait de Bouteflika en Algérie...), les mouvements se poursuivent, se développent, se politisent, se généralisent. Les reculs ont même tendance à encourager les manifestantEs à continuer de se mobiliser : si ceux qui affirmaient hier qu'ils ne céderaient jamais commencent à lâcher du lest, il n'est pas l'heure de rentrer à la maison...

DES MOUVEMENTS HÉTÉROGÈNES

Les mouvements actuels ont ceci en commun qu'ils sont souvent hétérogènes, tant du point de vue de leur composition de classe que de leurs rapports au mouvement ouvrier traditionnel, même si là encore des traits communs se dégagent, avec une forte présence de la jeunesse, notamment scolarisée et diplômée, qui ne voit pas quel est son avenir, des « classes moyennes » réalisant que l'ascension qu'on leur avait promise était un mythe, et qu'elles devraient au contraire se résoudre à voir leurs conditions de vie se dégrader, des classes populaires, menacées ou atteintes par l'extrême pauvreté, et une présence notable des femmes.

Les rapports à la gauche sociale et politique sont variables selon les histoires et les configurations nationales, mais là encore des constantes existent : « Dans tous les récents soulèvements, on a vu la classe ouvrière et les pauvres se dresser et agir en dehors

des organisations et institutions du mouvement social, les syndicats et les partis politiques qui ont prétendu les représenter dans le passé, voire contre elles. Lorsque les partis politiques de gauche et les bureaucraties syndicales ont tenté de contenir ces mouvements, ce qui s'est produit dans de nombreux endroits, les travailleurs eux-mêmes ont soit contourné ces institutions, soit essayé de les forcer à agir, s'efforçant d'écarter les dirigeants et de modifier les politiques de ces organisations⁶. » Le mouvement des Gilets jaunes en France est à cet égard exemplaire, qui s'inscrit lui aussi, même s'il n'a pas atteint la massivité des mobilisations au Liban, au Chili ou en Algérie (pays où les manifestantEs se comptent en millions), dans cette vague de révolte internationale.

Ce rapport contrarié aux organisations du mouvement ouvrier traditionnel ne signifie pas, bien au contraire, l'absence de structuration et d'auto-organisation. Sur la place Tahrir à Bagdad, occupée depuis plusieurs semaines, où l'on s'inspire du précédent égyptien (et plus largement du « mouvement des places » inauguré en 2011), « il y a des zones avec de la nourriture gratuite, des casques gratuits, des endroits pour laver ses vêtements ou se laver soi-même. [...] Il y a des tentes où sont représentées des régions spécifiques d'Irak, ou les retraités, ou des groupes professionnels, comme le syndicat des ingénieurs, etc. Ces tentes se réunissent entre elles et s'organisent. On discute quotidiennement de ce qu'il faut faire, mais aussi de questions de direction, de rédaction d'une nouvelle constitution ou d'organisation de séminaires sur différents sujets politiques⁷. » À Hong Kong, l'organisation de l'auto-défense implique des milliers de personnes, et les scènes de ravitaillement collectif de l'université Polytechnique occupée, à la mi-novembre, ont elles aussi témoigné du haut niveau d'auto-organisation. Au Chili, « on observe à la fois des assemblées territoriales auto-convoquées et des gens qui se réunissent autour des stations de métro et dans d'autres lieux publics, où l'on chante, on délibère et où se déroulent des activités culturelles, etc⁸. »



TRAVAILLEURES VS CONSOMMATEURES ?

Force est toutefois de constater que l'auto-organisation se développe davantage dans l'espace public et sur les lieux de vie que sur les lieux de travail, du fait de la nature des revendications portées, de la sociologie des manifestantEs, de leurs rapports parfois conflictuels avec les syndicats de salariéEs et, souvent, de la faiblesse ou du recul des traditions ouvrières. Des journées de grève, parfois de grève générale, ont certes lieu dans la plupart des pays touchés par les soulèvements, avec souvent des séquences de deux ou trois jours, mais la paralysie généralisée de l'économie est davantage l'exception que la règle. Massives, radicales, déterminées, auto-organisées, les mobilisations auxquelles nous assistons se caractérisent davantage par l'articulation entre manifestations de rue, blocages, occupations et émeutes, que par leur capacité à arrêter durablement la production.

Un phénomène qui doit également être mis en

regard du fait que dans la quasi-totalité des cas évoqués, c'est davantage, du moins au départ, contre des taxes, des hausses de prix, et/ou contre l'absence ou la disparition de certains services, que les populations se sont mobilisées, et non pour des augmentations de salaires ou pour l'amélioration des conditions de travail. Il apparaît dès lors logique, même si l'opposition factice entre travailleurEs et consommateurEs, expression des mécaniques d'aliénation et dont participe la rhétorique du « pouvoir d'achat », doit être combattue, que la lutte s'organise davantage, du moins dans un premier temps, dans les rues et sur les lieux de vie. Une division qui est loin d'être indépassable, comme l'ont montré les nombreux épisodes de grève générale ponctuelle, du Nicaragua au

Liban en passant par le Chili, l'Algérie, l'Équateur et la Catalogne, mais qui semble être de plus en plus une coordonnée de la période, comme on a pu le constater en France avec le mouvement des Gilets jaunes, concentré sur les week-ends, peu organisé dans les entreprises, et parfois réticent, en tout cas dans les premiers mois, à (co-)appeler à des journées de grève. Une coordonnée dont nous ne pouvons faire abstraction, qu'il s'agit de comprendre et d'intégrer, sans évidemment renoncer aux hypothèses stratégiques du mouvement révolutionnaire, en premier lieu la grève générale insurrectionnelle. Une hypothèse qui doit toutefois être pensée dans son environnement historique concret : impossible aujourd'hui de faire l'im-

compris, dans une certaine mesure, ce qui était en train de se jouer. Les pouvoirs ont ainsi, à des degrés divers, riposté par la force, en brisant les manifestations, en tirant à balles réelles, en envoyant l'armée, en ayant recours à des milices, en imposant des couvre-feux, en enfermant massivement, etc. Les violentes répressions en Iran et en Irak (des centaines de mortEs) sont certes paroxystiques, mais elles témoignent des logiques à l'œuvre du côté des classes dominantes : face à l'instabilité générée par les mobilisations populaires, et malgré quelques vrais-faux reculs, l'heure n'est pas aux compromis mais à l'écrasement de contestations qui portent en elles, de manière plus ou moins affirmée, la re-

mise en question de l'ordre établi. Les soulèvements arabes sont passés par là, et les classes dominantes en ont tiré certaines leçons. Le monde dans lequel ces mouvements se développent est aussi, ne l'oublions pas, celui de la montée en puissance de l'autoritarisme, avec le poids croissant



Manifestation au Chili en Patagonie du Nord.
© Natalia Reyes Escobar / Wikicommons

passer sur le fait que les mobilisations de masse du XXI^e siècle, a fortiori depuis la crise de 2008-2009, suivent des voies qui diffèrent des canons du mouvement ouvrier des XIX^e et XX^e siècles, et que la perspective de la grève générale doit être repensée dans son articulation avec les formes concrètes de la lutte de classe. Ce qui nécessite, en outre, d'appréhender les tâches démocratiques comme étant au cœur des conflits de classe, tant les tendances autoritaires sont devenues, elles aussi, une coordonnée de la période, et ce au niveau mondial.

LIBÉRALISME AUTORITAIRE

Le recours à la répression de masse témoigne en effet du fait que les gouvernements en place ont eux aussi

des dictatures russe et chinoise, la contre-révolution dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord, les coups d'État en Bolivie ou au Venezuela, et la mutation des démocraties parlementaires en régimes de plus en plus liberticides, sous l'influence des extrêmes droites nationalistes, racistes et autoritaires : États-Unis de Trump, Inde de Modi, Brésil de Bolsonaro, Philippines de Duterte, courants néofascistes en Europe, etc. La France de Macron est un exemple de cette tendance à la mutation autoritaire, avec des restrictions des libertés publiques et démocratiques destinées à encadrer toujours davantage les classes populaires et à réprimer la contestation sociale face aux contre-réformes, à défaut de réussir à arracher

un consentement suffisamment large dans la population.

La répression systématique des mobilisations sociales et le développement plus général des gouvernances autoritaires sont l'expression d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, incapables de faire passer la pilule de leurs « recettes » ultralibérales à la crise du capitalisme mondialisé. Une crise d'hégémonie qui se manifeste également par l'instabilité politique de plus en plus forte dans les démocraties parlementaires, dont témoignent entre autres les élections à répétition en Grande-Bretagne, dans l'État espagnol ou en Israël, la fragilisation/radicalisation de Donald Trump aux États-Unis, lâché par une partie de son camp, ou les multiples interventions brutales, au cours des dernières années, des institutions européennes sur les scènes politiques « nationales » (Italie, Grèce et, dans une moindre mesure, Portugal). Austérité et autoritarisme sont les deux faces d'une même politique visant à sauver à tout prix un système de domination politico-économique qui ne cesse de s'enfoncer dans la crise.

C'est pourquoi il est logique de considérer les soulèvements en Catalogne et à Hong Kong comme étant partie prenante de cette vague de mobilisation à l'échelle internationale, quand bien même les éléments déclencheurs de ces mouvements de masse seraient davantage des questions démocratiques. D'une part, parce que dans les deux cas, les questions sociales sont présentes, même si elles sont moins visibles qu'au Liban ou au Chili : on citera ainsi la question du coût du logement à Hong Kong (plus du tiers des 50 plus grandes fortunes de Hong Kong sont des magnats de l'immobilier), ainsi que la présence centrale, chez nombre de courants indépendantistes catalans, de la question d'une meilleure redistribution des richesses. D'autre part, parce que les crispations antidémocratiques de Madrid et de Pékin ne peuvent être comprises sans les mettre en relation avec les problématiques économiques auxquelles les deux pays sont confrontés, qui ne peuvent faire montre d'aucune faiblesse vis-à-vis de zones économiquement essentielles (20% du PIB espagnol pour la Catalogne, Hong Kong place financière centrale pour les capitaux chinois⁹).

UN MOUVEMENT « SYNCHRONISÉ MAIS NON COORDONNÉ »

Au total, comme l'a écrit Dan La Botz¹⁰, c'est à un mouvement international « *synchronisé mais non coordonné* » contre l'austérité et l'autoritarisme auquel nous assistons. Une mobilisation qui s'inscrit dans la foulée des mouvements de 2010-2011 (soulèvements arabes et « mouvement des places »), mais aussi dans le contexte du développement des mobilisations féministes de masse et du mouvement mondial pour la justice climatique. Ce dernier, s'il ne se confond évidemment pas avec les mobilisations en cours, participe, à l'échelle internationale, de la popularisation de l'idée que le capitalisme mondialisé est si brutal et prédateur qu'il menace la survie même de l'humanité. On n'est dès lors guère surpris de constater, dans plusieurs des soulèvements récents et en cours, la présence, diffuse ou explicite, de revendications écologistes, touchant notamment au contrôle de la terre, de l'énergie et de l'ensemble des ressources naturelles.

Les déclencheurs des mobilisations actuelles, les formes qu'elles prennent, leur utilisation des réseaux sociaux, leur composition sociale, leurs rapports au mouvement ouvrier traditionnel, les adversaires qu'elles désignent, la combinaison entre revendications sociales et démocratiques, la remise en cause du « système »... sont autant de traits communs qui autorisent à considérer que ces soulèvements constituent bien une vague internationale, sans nier les spécificités de chacune des mobilisations, ancrées dans des espaces sociaux, politiques et géographiques nationaux. Preuve supplémentaire de la pertinence de cette grille de lecture, les mécanismes d'identification et la circulation internationale de certains mots d'ordre, symboles et modes d'action. « *Quand les Catalans sont allés bloquer l'aéroport de Barcelone le 14 octobre, ils ont affirmé s'inspirer des méthodes de Hong Kong. Qui en retour a vu s'afficher, par solidarité, le 24 octobre, en plein centre-ville, des centaines de drapeaux catalans brandis par des manifestants pour dénoncer "le même destin tragique"*¹¹ ». Gilets jaunes au Liban ou en Irak, parapluies à Paris, masques de Guy Fawkes, de Dali ou du Joker

un peu partout, techniques de résistance à la répression qui voyagent de Hong Kong au Chili : à défaut d'être coordonnés, les soulèvements sont interconnectés, se regardent, se nourrissent et se soutiennent symboliquement, face à des gouvernements adeptes des mêmes politiques austéritaires et répressives.

Ces puissantes révoltes, malgré leurs faiblesses et leurs limites, sont un encouragement pour nos propres luttes, et nous devons en premier lieu leur apporter tout notre soutien, entre autres et notamment face à la répression. Mais la meilleure façon de marquer notre solidarité sera d'engager l'affrontement contre « nos » capitalistes et leur gouvernement. Face à un pouvoir déterminé à poursuivre son entreprise de casse des droits sociaux et démocratiques, les prochaines mobilisations, particulièrement contre la réforme des retraites, nécessiteront elles aussi une forte convergence et des démonstrations de massivité et de radicalité pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques. Les révoltes en cours dans le monde montrent en effet qu'il faudra au moins en passer par là, et même aller encore un peu plus loin, pour mettre fin au pillage des richesses, à la dégradation bientôt irréversible des conditions de vie sur la planète, aux oppressions et à la régression sociale et politique organisée à l'échelle internationale. □

(1) Jean-Philippe Louis, « Le Chili, une économie dynamique aux fortes inégalités », les Echos, 22 octobre 2019.

(2) Anne Denis, « Le Chili ne supporte plus l'injustice de son modèle », slate.fr, 25 octobre 2019.

(3) Lydia Assouad, « Les inégalités, moteur de la révolte populaire au Liban », l'Orient-le-Jour, 26 octobre 2019.

(4) Romaric Godin, « Crises sociales, crises démocratiques, crise du néolibéralisme », Mediapart, 21 octobre 2019.

(5) Nicolas Bourcier, « Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale », lemonde.fr, 8 novembre 2019.

(6) Dan La Botz, « The World Up in Arms Against Austerity and Authoritarianism », New Politics, 26 octobre 2019.

(7) Sami Adnan, « We Do Not Want These Criminals to Rule Us », Jacobin, 23 novembre 2019.

(8) Karina Nohales et Javier Zuñiga (entretien avec A.G.), « Chili : "La classe travailleuse est en train de se constituer comme un acteur politique" », Contretemps-web, 31 octobre 2019.

(9) Alain Guillemoles, « Hong Kong, une porte économique essentielle pour la Chine », la Croix, 27 septembre 2019.

(10) Dan La Botz, « The World Up in Arms... », op. cit.

(11) Nicolas Bourcier, « Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... », op. cit.

« L'espoir est moteur. Croire à quelque chose permet de passer à l'acte, permet de donner du cœur »

ENTRETIEN AVEC MATHILDE LARRÈRE

À l'occasion de l'anniversaire du mouvement des Gilets jaunes, Mathilde Larrère, historienne, replace dans un contexte historique les liens entre Gilets jaunes et mouvement ouvrier ainsi que les convergences avec les mobilisations que nous voyons actuellement à travers le monde.

Quelle est la portée du mouvement des Gilets jaunes ?

C'est une lutte des classes mais pas la lutte des classes historique et séculaire à laquelle on est habitué. Ce n'est pas un mouvement ouvrier ; il y a des ouvriers dans le mouvement des Gilets jaunes, mais aussi tout un tas d'autres travailleurs et travailleuses, des précaires et même des gens qui ne travaillent pas. Les affrontements fondamentaux du capitalisme sont présents mais ne sont pas exprimés de la façon à laquelle on était habitué.

Donc on n'a pas les mêmes espaces. On a cette France périurbaine, périphérique, qui a manifesté non pas sur les lieux de travail mais avec des formes d'action assez nouvelles, des espaces de manifestations nouveaux – à Paris les Champs Élysées et les quartiers chics alors qu'on est plutôt habitué au fameux triangle Bastille République Nation, des revendications qui sont différentes, beaucoup moins salariales, beaucoup plus sur le pouvoir d'achat. C'est finalement assez logique puisqu'il s'agit non pas d'un mouvement de producteurs mais d'un mouvement de consommateurs.

Il y a aussi des références historiques différentes. Le mouvement ouvrier mobilise traditionnellement des références historiques comme la Commune de Paris, qui était presque absente des premières références des Gilets jaunes. Au début c'était la Révolution française, qu'on ne voyait absolument pas mobilisée dans le mouvement ouvrier. Il s'agit donc des antagonismes qui sont ceux de la lutte des classes, créés par le capitalisme, mais qui s'expriment par des gestes, des mots, des

revendications, des foules différents et nouveaux. Ça n'enterre pas la lutte des classes classique, l'antagonisme classique entre le capital et le travail mais ça montre qu'il y a d'autres espaces de cet affrontement.

Le mouvement des Gilets jaunes peut-il régénérer le mouvement ouvrier ?

Il faudra voir comment le mouvement ouvrier plus classique intègre cette irruption dans une forme nouvelle de lutte des classes. La manifestation du mardi 5 mars 2019, où Gilets jaunes et mouvement ouvrier se mêlaient, était intéressante : il y avait les formes classiques de la manifestation ouvrière : les camions, les ballons, les merguez, le mojito à l'arrière des camions, les slogans classiques, les services d'ordre des différentes formations syndicales et puis, mélangés, les Gilets jaunes avec leurs propres slogans, avec leur marche beaucoup plus rapide...

L'essentiel est de voir comment le mouvement ouvrier va accueillir et faire une place, ne pas se sentir menacé par ce qui est différent.

Dans ce mouvement, on a beaucoup dit qu'il y avait des fachos, mais aucun mouvement n'est pur. Il faut aussi renoncer à la pureté d'un mouvement pour l'accueillir dans sa diversité et pour essayer de le réorienter, de discuter et d'en faire quelque chose qui soit plus en accord avec les revendications générales des classes dominées.

Le processus que j'étudie en tant qu'historienne est le processus exactement inverse : à la fin du 19^e siècle, il y avait un mouvement social assez proche du mouvement actuel des Gilets jaunes, à

savoir des classes variées, des formes de travail variées. Le mouvement ouvrier en est sorti et de façon parfois un peu douloureuse car il a un peu laissé sur le carreau les autres classes, d'une certaine façon. Le mouvement des Gilets jaunes est comme un retour du refoulé, dans la rue, sur les ronds-points, etc.

J'appelle ce mouvement un mouvement de consommateurs. Dans les consommateurs il y a des travailleurs, mais ça assemble aussi des petits patrons, comme il y avait des petits patrons dans les sans-culottes et dans la Commune de Paris. Cela s'explique tout simplement par la structure économique de la ville à cette époque : il n'y avait pas de grandes usines, de manufactures à Paris, il y avait essentiellement ce qu'on appelle le monde de la fabrique et de la boutique, donc des petits patrons avec un tas de difficultés de fin de mois et deux ou trois employés. Donc ce sont des mouvements qui ne peuvent pas avoir de revendications de type salarial puisque le petit patron n'a absolument aucun intérêt à ce que les salaires montent, parce que sinon c'est lui qui les paye. Ce sont donc des mouvements ont pour revendication la baisse des taxes ou des prix, ce qui joue sur la consommation.

Et, historiquement, le mouvement ouvrier s'est séparé de tout cela avec des revendications plus directement salariales et relatives aux conditions de travail. Chez les Gilets jaunes, il y a aussi des revendications sur les conditions de travail, mais une partie d'entre eux sont des gens qui n'ont même pas de travail ou qui en ont de façon tellement précaire et changeante que la question ne se pose pas pour eux.

Je ne saurais donc pas trop dire ce que ça va changer, ce que ça va permettre. Ça dépend de la façon dont les Gilets jaunes et le mouvement ouvrier vont s'accueillir l'un l'autre. Parce que chez certains segments du corps social il y a une image négative, notamment construite par les médias, du mouvement social, syndical, censé être sclérosé, être moins dans la lutte qu'il ne prétend l'être. Il va donc falloir des deux côtés une ouverture.

Quel rapport y a-t-il avec les autres mobilisations dans le monde ?

Il y a des choses qui sont communes et d'autres qui ne le sont pas. Chaque mobilisation a ses origines particulières. Les espaces sont différents, les régimes dans lesquels ça explose aussi.

Mais ces mouvements, surtout parce qu'ils évoluent et que leurs revendications dépassent souvent les raisons de l'étincelle de départ, affrontent tous plus ou moins la même chose : une crise du capitalisme, du néolibéralisme, et une crise démocratique qui est partout la même. Il y a la dénonciation d'une captation du pouvoir par une classe dirigeante qui est en collusion très nette avec les classes dirigeantes économiques – d'ailleurs c'est un des éléments du néolibéralisme. Il y a un déni de démocratie et ainsi une sensation de se faire voler une souveraineté populaire. Il est assez dingue que l'on dise que ces mouvements ne sont pas démocratiques parce qu'il y a recours à la violence dans certaines de leurs formes, alors qu'en réalité, ces mouvements sont un cri démocratique très net. Le premier lien entre ces mouvements, c'est qu'il se disent liés les uns avec les autres, ils expriment sinon un internationalisme du moins une solidarité. Sur les murs de chaque ville soulevée, il y a des références aux autres. Il y a une circulation très nette des savoir-faire. Par exemple ceux de la guérilla urbaine circulent, les réseaux sociaux aidant. Les techniques de laser contre les drones et les méthodes de neutralisation des gaz lacrymogènes avec des espèces de cônes de circulation mises au point à Hong Kong ont ensuite circulé et ont été perfectionnées au Chili. Tout ça tend à lier ces mouvements mais il ne faut pas oublier la spécificité de chacune qui s'explique par leur histoire, leur contexte propre, leur contexte économique et politique propre.



Les manifestantEs se réfugient sur les rues adjacentes et le parc, samedi 1 décembre 2018. © Photothèque Rouge /Martin Noda

Quelles sont les convergences ?

Beaucoup de gens demandent comment ça se fait que ça explose maintenant au Chili ? La vraie question serait plutôt de savoir pourquoi ça n'ait pas explosé avant. Parce que, que l'étincelle soit juste une taxe WhatsApp comme au Liban ou autre chose, les inégalités étaient tellement énormes, notamment depuis la crise des subprimes, finalement ce qui est étonnant c'est bien plus la capacité de résistance et l'acceptation de toutes ces inégalités.

Mais les luttes peuvent aussi s'arrêter et recommencer : quand on regarde le 19e siècle, on a du mal à comprendre que les peuples aient accepté si longtemps le maintien du servage dans la plupart des espaces européens pour certains jusque dans les années 1860, l'absence totale de protection sociale, les conditions de travail. Alors il se sont soulevés puis ça a été écrasé, et puis au bout d'un moment ça a abouti.

Comment se créent les convergences ?

Il y a des périodes où il y a des convergences. Au 19e siècle, elles reposent beaucoup sur l'exil et la circulation de ceux qui sont écrasés à un endroit et qui vont se réfugier dans un autre et donc se rencontrent, discutent.

Ça a fait évoluer les doctrines et ça permet d'autres circulations. En 1830, il y a plusieurs foyers insurrectionnels révolutionnaire qui sont tous écrasés, à l'exception de la France – ce sera écrasée aussi, mais plus doucement et tout aussi efficacement – et ainsi des Allemands, des Italiens, des Polonais se retrouvent à Paris notamment et se rencontrent. Quand va exploser 1848, tous ceux qui étaient concentrés à Bruxelles, Londres ou Paris repartent

pour mener la révolution dans leurs espaces qui sont en train de se soulever. Après, les Internationales sont mises en place et éclosent des structures qui sont pensées pour assurer une solidarité de lutte d'un espace à l'autre, que ce soit par la souscription, l'aide financière, que ce soit par le fait de récupérer les orphelins quand il y a des morts, ou s'occuper des enfants quand les parents sont emprisonnés. Il y a de nombreuses formes de solidarité concrète qui se sont développées dans le cadre de la Première et de la Deuxième Internationale.

Et puis surtout, ce sont des espaces dans lesquelles on pense la possibilité de converger, de tisser des liens. En ce moment, il y a une phase de soulèvements à plusieurs niveaux avec des liens de solidarité qui ne sont pas forcément tissés mais qui sont en tout cas proclamés. Il faut faire la différence entre les deux.

On va gagner ?

Quand on regarde les gens au 19e siècle, ils y croient et après ils vont croire au « Grand soir » et ensuite ils croiront à l'internationale. L'espoir est moteur. Croire à quelque chose permet de passer à l'acte, permet de donner du cœur. L'histoire en général – particulièrement l'historiographie française – prend insuffisamment en compte le poids des émotions. Le « Grand soir » on sait bien que ça a été un mythe, mais un mythe moteur. Donc ce n'est absolument pas à négliger. Il est important. C'est pour ça qu'il y a des batailles culturelles, qu'il ne faut pas laisser détruire et salir ces mythes. □

*Propos recueillis par
Antoine Larrache et Fred Speelman*

Le 5 décembre et après : unité, convergence et radicalité

PAR MANU BICHINDARITZ

Au moment où ces lignes sont écrites, à quelques jours de la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 5 décembre, le climat social se réchauffe dangereusement pour le pouvoir macroniste. Entre tentatives grossières de désamorcer la contestation, déclarations méprisantes et menaces, le pouvoir laisse entrapercevoir ses craintes autour de ce qui peut se nouer ces prochaines semaines.

En effet, après la séquence des Gilets jaunes, la perspective d'une convergence des colères devient chaque jour un peu plus concrète : sur différents terrains (celui des retraites bien entendu, mais aussi contre les violences faites aux femmes, contre le racisme et l'islamophobie, contre la précarité dans la jeunesse, pour la justice climatique) et sous de multiples formes (grèves sectorielles, manifestations de masse, occupations et blocages). Le tout s'amalgamant dans un mouvement authentiquement politique de rejet de « Macron et son monde », celui d'un capitalisme toujours plus libéral et autoritaire. Dans un tel contexte, les anticapitalistes doivent prendre toute leur place ces prochaines semaines dans le développement d'un mouvement massif et radical (en particulier autour de la question de la grève reconductible), dans l'expression du caractère politique du mouvement (au-delà de la seule question des retraites, le rejet du macronisme dans toutes ses dimensions antisociale, liberticide et autoritaire), et dans la construction de l'unité nécessaire (travailleurEs en activité, retraitéEs et privéEs d'emploi, organisations de la gauche sociale et politique, Gilets jaunes et quartiers populaires...). Au-delà, la crise politique qui travaille le pays depuis plusieurs années, l'usure du personnel de la bourgeoisie et de ses institutions exige que nous ouvrons avec le plus grand nombre le chantier fondamental et radical (au sens premier du terme) d'une nouvelle perspective d'émancipation : qui décide et pour qui ? Quelle société sans exploitation et sans oppression ? Quelles stratégies pour notre camp social ?

UNITÉ DU MOUVEMENT

La question de l'unité est centrale dans le bras de fer qui commence. Dans une

période d'atomisation du monde du travail, de dilution des solidarités collectives, que n'ont pas manqué d'entraîner les coups de boutoirs contre les législations protectrices et les droits des salariéEs du public comme du privé, la conscience d'appartenir à une même classe sociale ayant des intérêts communs a connu un recul historique. À un prolétariat concentré, organisé et en lutte sur les lieux de travail, le récent mouvement des Gilets jaunes a partiellement substitué d'autres formes d'action, d'autres lieux d'intervention, dans la rue ou sur les ronds-points... Les prochaines semaines doivent permettre de résorber cet écart en articulant dans l'action ces différentes dimensions. La construction du mouvement doit se nourrir d'abord de revendications unifiantes pour notre camp, malgré sa grande hétérogénéité. Tailler en pièces les prétendus arguments de Macron, de ses sbires gouvernementaux et relais médiatiques concernant le rejet de sa contre-réforme sur les retraites, sur la grève des « privilégiés », une « mobilisation pour conserver des inégalités »... Car la vérité est, que depuis 1993 et les premières attaques de Balladur sur cette question, la prétendue opposition entre salariéEs du public et du privé n'a servi qu'à tirer toujours plus bas les droits sociaux de l'ensemble du monde du travail, en nivelant par le bas l'ensemble des acquis sociaux. Ouvrons le mouvement à l'ensemble des revendications répondant aux urgences : de la question des retraites à l'ensemble de la protection sociale (y compris les reculs sur l'assurance chômage, autre attaque majeure récente ciblant les privéEs d'emploi), des pensions misérables des retraitéEs à une lutte contre la vie chère, pour une autre répartition des richesses (où la question des augmentations de salaires est centrale, les quelques 10 % de

PIB perdus dans les années quatre-vingt par les revenus du travail au détriment du capital et jamais rattrapés depuis)... Enfin, au cœur de la mobilisation, il s'agit aussi de multiplier les modalités d'action, de faire feu de tout bois. Bien sûr, pour gagner, il faut une grève de masse, s'appuyant sur les secteurs qui se profilent aujourd'hui comme possibles moteurs – les cheminotEs, la RATP, les enseignantEs... – entraînant le reste de la fonction publique, les grandes entreprises et plus largement si possible. Mais dans la suite de Nuit debout et du récent mouvement des Gilets jaunes, cette grève de masse va sans doute se combiner avec des formes d'action plus radicales, des manifestations sauvages, des actions, des blocages et autres occupations en dehors des lieux de travail.

La conjugaison de ces différents niveaux, s'appuyant sur différents secteurs du monde du travail, de la jeunesse, etc. constitue sans nul doute un des enjeux centraux de la période qui s'ouvre, résorbant en particulier la tension née des rendez-vous manqués successifs entre Gilets jaunes et mouvement ouvrier « traditionnel » depuis un an.

CONVERGENCE DES COLÈRES

Depuis la rentrée de septembre, la politique d'un Macron, sorti fragilisé de l'épisode Gilets jaunes, est attaquée sous plusieurs angles, et avec des mobilisations massives toutes réussies. Le calendrier parle de lui-même. La semaine du 20 au 27 septembre a connu une mobilisation historique pour la justice climatique : plus de 7,5 millions de manifestantEs dans 185 pays (la plus importante mobilisation coordonnée à l'échelle mondiale depuis 2003 contre la guerre en Irak). Et si, ici, la secousse a été amoindrie le samedi 21, en particulier à Paris, cela n'est dû qu'à la

répression extraordinaire du pouvoir. Le dimanche 10 novembre, c'est une manifestation inédite contre l'islamophobie qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes, et en particulier celles et ceux issus de l'immigration, des quartiers populaires, que l'on voit rarement dans les mobilisations sociales. Enfin dans ce tableau, il faut aussi mettre la déferlante du samedi 23 novembre contre les violences faites aux femmes et la lutte pour gagner l'égalité réelle : une mobilisation historique de 150 000 personnes ouvrant une séquence dans laquelle, comme en 1995, le pays se prépare à une mobilisation générale. Et à tout cela, il faudrait rajouter la permanence de secteurs mobilisés, dont les hôpitaux et les finances publiques – avec une succession de journées de grève et de manifestations – restent les plus emblématiques. La convergence de ces différentes colères, leur possible coagulation, trace les contours d'une opposition sociale à ce pouvoir, d'une « grève politique » contre le macronisme. Dans la suite du départ de Macron exigé par les Gilets jaunes, la dénonciation d'un pouvoir de moins en moins démocratique (comme le montre la répression

de masse de toutes les contestations) fait pleinement partie du mouvement. Le sentiment que Macron doit dégager est largement partagé, même si l'alternative à celui-ci n'existe pas. Dans un large champ, cela ouvre la voie à différents types de réponse institutionnelle, d'une Marine Le Pen qui attend tranquillement de récolter les fruits pourris d'une alternance inscrite dans les mécanos institutionnels de la Cinquième République à un Mélenchon qui ne manquera pas de défendre... la dissolution de l'Assemblée nationale comme réponse à une possible crise de régime. Pourtant, l'instabilité de la période peut entraîner des accélérations inattendues, qui en tout cas n'attendent pas 2022... Cela exige des anticapitalistes, que dans les cadres les plus larges, nous ouvrons aussi une série de discussions fondamentales. Comment sortir des institutions

actuelles au service des classes dirigeantes ? Quelle démocratie pour la majorité ? Pour quelle société, écosocialiste, communiste, autogestionnaire ?

L'ANTICAPITALISME À L'ACTION

Mais si tout reste possible, rien n'est acquis à cette heure. Nous avons besoin d'une mobilisation sociale vivante pour engranger enfin une première victoire, nous devons refaire de grandes expériences collectives pour aider à reconstruire une conscience de classe, nous devons bousculer l'échiquier capitaliste et ses pions pour combattre le fatalisme et régénérer un projet d'émancipation. Ces prochaines semaines, les anticapi-



Des manifestants et des journalistes Place d'Italie, parmi des lacrymogènes et de la fumée, Paris, 16 novembre 2019. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

talistes doivent prendre toute leur place pour contribuer à répondre aux besoins du mouvement. Ainsi la question de l'auto-organisation, des cadres démocratiques à construire, est centrale pour le développement de la mobilisation. Nous bénéficions de points d'appui, avec le positionnement d'une série de secteurs syndicaux (Solidaires, fédérations ou unions locales CGT...) sur les nécessaires suites à la journée du 5 décembre, en particulier la question de la reconduction. Mais l'essentiel dépendra de la mobilisation réelle des secteurs. De plus, on voit déjà se dessiner le tableau d'une mobilisation très inégale entre le public (avec en son sein des secteurs discutant sérieusement de reconduire et d'autres non) et le privé, les entreprises (où la participation à la journée du 5 décembre est déjà un enjeu en soi).

Là où nous le pouvons, il faut donc travailler à la mise en place d'AG sur les lieux de travail, dans les services et dans les entreprises, pour mobiliser et ouvrir la discussion sur les suites. L'enjeu est de trouver les formes les plus adaptées aux rapports de forces locaux, à l'état de la mobilisation du secteur. Les cadres de coordination font aussi partie de l'organisation dont a besoin le mouvement, sans raccourci (le regroupement des seuls secteurs radicalisés). Comme dans toute mobilisation de ce type, la constitution de collectifs locaux contre la réforme, (parfois les seuls cadres dans lesquels certains salariéEs du privé peuvent se mobiliser) sont nécessaires.

De plus, la riposte doit se faire contre la campagne que lancent déjà le gouvernement et la droite sur la « prise d'otage » des usagerEs des transports (autour de la question du « service minimum ») : collectifs locaux d'usagerEs solidaires des grévistes, prises de position d'organisations (syndicats, associations, partis) en soutien aux grévistes, etc. Dès le début décembre, ce sera décisif pour la suite, nous devons contribuer à trouver les moyens que se regroupe l'aile marchante du mouvement. Tribunes et expressions

publiques, nouvelles manifestations hors des cadres syndicaux traditionnels tournées vers les lieux de pouvoir, meetings de rue (réunissant notamment les secteurs en grève et leurs soutiens), « actions » et manifestations du samedi en convergence avec les Gilets jaunes, avec les marches de chômeurEs... Enfin, le NPA doit trouver les voies pour se faire entendre du plus grand nombre et porter notre orientation, nos propositions. C'est ce que nous avons commencé en prélude au 5 décembre, dans l'unité des organisations politiques, en affirmant à la fois notre refus de la contre-réforme du pouvoir et le soutien politique et unitaire des partis de gauche aux « mobilisations syndicales annoncées pour le mettre en échec le 5 décembre, ainsi que les appels à la grève reconductible ». □

Le nouveau souffle de la mobilisation dans la santé

La mobilisation du 14 novembre dans le secteur de la santé a été impressionnante. Elle montre que ce secteur, malgré les assignations, malgré le turn-over dans un partie des services, est capable de grandes luttes. Deux syndicalistes, éluEs du personnel de l'APHP, nous donnent leur vision de cette mobilisation.

Pouvez-vous revenir sur la mobilisation dans la santé depuis le début de la grève aux Urgences ?

La grève des Urgences a commencé il y a à peu près huit mois à Saint-Antoine. Les agents sont régulièrement agressés, mais il y a eu l'agression de trop. Il y a donc eu une révolte contre les conditions de travail et les agressions, sans parler des salaires de misère... Les personnels se sont donc mis en grève. Lariboisière et Tenon ont suivi. Ils ont pris leurs affaires en main et se sont auto-organisés. Sans les attendre pour se mobiliser, ils sont allés voir les organisations syndicales pour le préavis de grève à déposer. Il y a quelque chose qui pèse encore à l'AP-HP, c'est la défaite contre la réforme de l'Organisation du temps de travail de 2015. À cette occasion, les syndicats ont perdu une part de leur crédibilité en termes d'outils de lutte collective. Cette défaite, l'affaiblissement des syndicats, les élections professionnelles en décembre 2018 qui ont vu la participation s'effriter voire s'affaïsser dans un certain nombre d'hôpitaux, tous ces éléments combinés à l'irruption des

Gilets jaunes, ont conduit nombre de personnels à prendre conscience qu'il fallait qu'ils prennent leurs affaires en main. C'est ce qui a rendu crédibles les propositions de lutte aux yeux des collègues des urgences qui se sont massivement engagés dans le Collectif Inter-Urgences. Quelques syndicalistes en étaient partie prenante dès le départ. Conscients qu'ils n'arriveraient pas à gagner seuls sur leurs revendications – 300 euros pour touTEs, une augmentation des effectifs en fonction des besoins, et une réouverture des lits d'aval¹, ils ont appelé à la mobilisation tous les services d'Urgences de l'APHP et ensuite de tout le territoire.

Qu'est-ce qui explique qu'il n'y ait pas de répression contre les personnels mobilisés ?

S'il n'y a pas répression à notre connaissance, c'est en partie parce que l'encadrement a été solidaire, les médecins urgentistes aussi, même s'ils ne sont pas rentrés dans la lutte. Dans toutes les réunions de négociation avec les directions, il y avait une bienveillance de leur part. Il faut dire

qu'il y a eu quand même une victoire en faveur des Urgences de l'APHP, avec l'obtention de 230 postes – même s'il est difficile de les recruter concrètement –, une prime « one shot » de 250 euros plus une prime de Buzyn, de 100 euros. Même si rien n'a été obtenu sur les lits d'aval. La province par contre, a été la perdante de l'affaire, ils n'ont quasiment pas eu de postes et seulement la prime Buzyn.

Aujourd'hui, cadres et médecins sont entrés dans la lutte avec le Collectif Inter-Hôpitaux qui s'inscrit dans le prolongement du Collectif Inter-Urgences et donne un nouveau souffle à la résistance des hospitaliers. Même des directeurs d'hôpitaux commencent à se rebiffer contre la politique qu'on veut leur faire mettre en œuvre, mais leur devoir de réserve leur interdit de l'exprimer.

Comment s'est déroulée la transition vers le mouvement actuel ?

La grève des Urgences se poursuit en province, mais moins médiatisée. Le déclin du Collectif Inter-Urgences était engagé quand ses revendications ont été reprises par le CIH, Collectif Inter-Hôpitaux, à l'initiative de médecins et de professionnels de la santé de toutes catégories professionnelles, et élargies à l'ensemble de la communauté hospitalière.

Les animateurs et animatrices du CIH sont issus du Mouvement de Défense de l'Hôpital Public, MDHP, à l'époque de la lutte contre la loi Bachelot, en 2009. Jusqu'à maintenant, les médecins avaient été plus ou moins préservés, c'était les paramédicaux qui morflaient. D'abord tous les services périphériques aux lits de soins. Il y a eu beaucoup d'externalisations, de privatisations – la restauration, le nettoyage, les services techniques, la sécurité, les travaux...

Le dernier étage de la fusée à laquelle



Paris, le 14 novembre 2019. Manifestation des personnels de santé pour la défense de l'hôpital public. © Photothèque Rouge /JMB

s'attaque aujourd'hui le gouvernement, ce sont les soins. Les médecins ont fini par être touchés dans leur propre chair : manque de médecins, peu de pouvoir sur les décisions prises au niveau de la gestion administrative des hôpitaux, perte de sens de leurs métiers, moins de personnels dans leurs services, obligation de fermer des lits et d'accepter des suppressions de postes... Nous nous sommes mobilisés avec le MDHP en 2008 contre la loi Bachelot. Ils y ont perdu une partie de la gouvernance mais sont vite rentrés dans le rang contre quelques postes, des promesses et des miettes. Mais aujourd'hui, ils ont été touchés à l'os.

Quel est l'investissement des différentes catégories de personnels ?

Pour l'instant, ce sont beaucoup plus les personnels médecins qui sont mobilisés. Les organisations syndicales agissent pour que les personnels non-médicaux, c'est-à-dire les paramédicaux mais aussi les ouvriers et les administratifs, prennent part à ce mouvement et s'expriment dans les assemblées générales.

Il y a beaucoup de défiance vis-à-vis des médecins car, à chaque fois que les collègues se sont battus, ils n'avaient pas les médecins à leurs côtés. On a donc du mal à convaincre nos collègues de rejoindre le CIH, de participer aux AG et aux actions. On explique qu'aujourd'hui les médecins sont d'accord avec nous, qu'ils reprennent nos revendications et donc qu'il faut les prendre au mot. Si on ne les lâche pas, ils ne vont pas pouvoir facilement nous abandonner en rase campagne.

Pour le CIH, le plan Buzyn-Philippe est une insulte aux hospitaliers. Pas mal de choses ont été annoncées mais rien concernant les revendications fondamentales du mouvement. D'abord une reprise partielle de la dette des hôpitaux, 10 milliards sur 30. Mais une reprise partielle de la dette, c'est continuer à mettre la pression sur les hôpitaux car on leur laisse une dette conséquente. Nous sommes pour l'annulation de cette dette illégitime nourrie par l'étranglement financier des établissements qui s'endettent pour fonctionner. La tarification à l'activité n'est pas du tout adaptée à ce qu'on fait et les tarifs ne sont pas du tout adaptés donc il faudrait changer le financement de l'hôpital. Comme l'hôpital est financé à partir d'une enveloppe fermée, l'ONDAM², votée chaque année à l'Assemblée nationale, pour continuer à fonctionner malgré tout, les hôpitaux se sont endettés auprès des banques privées. Ces prêts, pour

beaucoup d'hôpitaux de province, étaient toxiques et coulaient les hôpitaux.

C'est le mode de financement qui a contraint les directions hospitalières à contracter des prêts. Donc supprimer une partie de cette dette, c'est inviter les hôpitaux à s'endetter à nouveau puisque l'enveloppe reste fermée.

Il y a l'annonce d'une prime de 100 euros nets par mois qui serait versée dès 2020 aux aides-soignantEs et une partie des personnels de gériatrie. Il y aurait une prime au mérite de 300 euros par an selon des critères que les hôpitaux définiraient, une prime logement de 800 euros par an pour les 40 000 infirmierEs et aides-soignantEs travaillant à Paris et en petite couronne gagnant moins de 1900 euros mensuels – soit 66 euros par mois, on voit mal comment ils vont réussir à se loger mieux avec ça... Il y avait aussi une remise à plat des statuts de praticien hospitalier pour répondre à la pénurie, une nouvelle gouvernance hospitalière, c'est-à-dire donner plus de pouvoir décisionnaire aux médecins, qui pourraient même accéder au statut de directeur d'hôpital. C'est leur donner plus de pouvoir de décision dans une sorte de cogestion de la misère. Puis, pour lutter contre l'intérim médical il y aurait une sorte de contrôles sur les « mercenaires », les médecins qui exigent de fortes rémunérations.

Il y aurait une prime d'engagement dans le service public, principalement réservée aux médecins et qui serait ouverte au personnel non médical dont les métiers sont en tension, du fait de la pénurie produite par l'assèchement des budgets formation. Plus des primes de coopération de métier, pour des infirmierEs spécialisés, bref un saupoudrage, inéquitable, de miettes. De plus, ce saupoudrage se fait au détriment de la province. Il y a une différence de traitement entre les catégories professionnelles. À notre dernière assemblée générale, tout le personnel administratif, technique, les assistantes sociales... était quasiment debout sur les tables en disant « il n'y a rien pour nous, nous aussi on est l'hôpital ! ». Ce saupoudrage peut envenimer les relations entre les catégories professionnelles au sein de l'hôpital et entre Paris et la province. Nous, c'est une augmentation en points d'indice équivalente à 300 euros nets pour toutes et tous que nous exigeons.

Comment voyez-vous la suite de la mobilisation ?

Nous étions un millier à l'assemblée générale nationale qui a suivi la manifestation

du 14 novembre qui a rassemblé plus de 15 000 hospitalierEs. Sur la fin, la discussion s'est envenimée sur les actions et les suites. La question du 5 décembre a été posée et a été très brutalement évacuée par la présidence de séance du CIH. Empêchant des participantEs de s'exprimer, arrachant le micro, des membres du CIH national ont affirmé qu'il n'y aurait pas d'appel au 5, qu'il ne fallait pas mélanger les genres. Ceci s'explique, car il ne faut pas perdre de vue qu'une partie non négligeable des médecins sont plutôt proches de Macron et apprécient positivement « son plan d'urgence » quand d'autres ne veulent pas de la convergence des luttes. Ce comportement très antidémocratique a choqué beaucoup de gens, y compris des médecins qui sont revenus en disant que ça leur avait foutu la gueule de bois, qu'on va dans le mur s'il n'y a pas de démocratie dans le mouvement. Une dynamique est engagée et il faut que les syndicats s'y engagent pleinement. Que dans tous les hôpitaux se constituent des CIH locaux ouverts à touTEs, avec des AG souveraines et que nos collègues, les « prolétaires de l'hôpital » se mobilisent, fassent valoir leurs revendications et que les choses bougent pour le 5 décembre. Déjà plusieurs Collectifs locaux ont pris position en faveur de cette date. Avant ça, le 30 novembre, il y aura eu des actions locales dans chaque établissement. Et il y également l'échéance du 17 décembre qui se traduira peut-être par une nouvelle manifestation nationale à Paris.

On ne renonce pas à ce que le CIH national change de position sur l'appel au 5. La proposition d'une manifestation le 30 novembre pour y associer les usagers va finir par apparaître pour ce qu'elle est, un contre-feu au 5 décembre, suivi d'une proposition d'une action le 17, à une semaine de Noël. Il y aura donc des possibilités de faire entendre une autre orientation. On est vraiment à la croisée des chemins avec cette bagarre pour que les hospitalierEs participent au 5 décembre. □

(1) De plus en plus de lits sont fermés suite aux restructurations, aux fermetures de services et aux fusions d'hôpitaux. À chaque fois que des hôpitaux ou des services fusionnent, on diminue le nombre de lits. Le gouvernement prétend compenser cette perte avec le développement de la chirurgie ambulatoire – il veut atteindre 70% de chirurgie ambulatoire – mais on n'arrive pas à compenser les fermetures. Du coup, quand les patients arrivent aux urgences, il n'y a plus de lits disponibles pour hospitaliser. Parfois ils sont hospitalisés dans des services qui n'ont rien à voir avec leur pathologie. Il faut obtenir l'arrêt des fermetures de lits et même de nouvelles ouvertures... pour éviter que des patients restent des heures, des jours, voire décèdent sur des brancards.

(2) Objectif national de dépenses d'assurance maladie.

État espagnol : Podemos au gouvernement, un coup de poker du régime pour contenir les mobilisations

PAR ANTOINE RABADAN

Lundi 18 novembre, le Président de la Généralité catalane, Quim Torra a quitté la salle du Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne (TSJC) où il était cité à comparaître sous l'accusation d'avoir désobéi à la Junte Electoral Central qui lui ordonnait de retirer du balcon de la Généralité la banderole exigeant la libération des prisonniers politiques. La sentence sera connue très prochainement qui pourrait entraîner sa destitution.

Nous avons là un condensé de ce qu'est la situation politique dans l'Etat espagnol au sortir de la deuxième élection générale de l'année, la cinquième en quatre ans¹. C'est dire l'incapacité de l'État espagnol à stabiliser sa domination² : les procédures électorales classiques appelées à légitimer cette domination ne secrètent plus l'hégémonie démocratique antérieure. L'irruption des deux partis "émergents", aujourd'hui en régression accélérée, Podemos (et ce qu'il a coagulé autour de lui ou avec lui) et Ciudadanos, et, depuis quelques mois, de l'extrême-droitier Vox a déstabilisé le consensus large du temps où le parti majoritaire recueillait en moyenne, sur les 9 premières élections, 42,21% des voix pour 31, 20% sur les 4 dernières. Il lui faut donc recourir, pour compenser ce déficit d'hégémonie, à l'autre ressort,

tout aussi classique, du pouvoir, la violence policière, articulée à la répression judiciaire. Cela d'abord pour contenir les débordements contestataires apparus dans le contexte de la « crise » de 2008 et portés, quasiment en parallèle, hélas, sans parvenir à faire jonction, sur le plan social par les Indigné.e.s (2011) et sur le terrain national-territorial par la montée en puissance de l'indépendantisme catalan (2012). Mais, vu la hauteur du défi posé aujourd'hui en Catalogne, la réponse policière de l'État a franchi, surtout au moment du référendum d'autodétermination du 1^{er} octobre 2017 et depuis lors, un seuil mettant en évidence le sens même du choix historique, dans les années 70 de Transition, de la non-rupture totale avec le franquisme : la volonté de garder à disposition, de par la non-épuración des structures répressives de cette dictature, les méthodes du terrorisme

antipopulaire. La mobilisation massive contre la lourde sentence du 14 octobre condamnant les prisonniers politiques catalans se soldait ainsi, fin octobre, par 209 arrestations, 28 débouchant sur de la détention préventive, et 623 blessés (quasiment 7 fois plus, pour une même durée, que parmi nos Gilets Jaunes !), dont quatre par éborgnement. Quant aux chefs d'accusation retenus de désordres publics et d'atteintes à l'autorité de l'État qui « valaient », avant la réforme du Code Pénal de 2015, trois ou quatre ans d'emprisonnement, ils peuvent aujourd'hui coûter le double.

MOUVEMENT SOCIAL ET MOUVEMENT NATIONAL-TERRITORIAL

Ce contexte répressif étant posé, il est nécessaire de nous arrêter sur la concomitance, tout sauf anecdotique, de l'annonce, suite à l'élection, de l'intégration

Législatives du 10 novembre 2019

PSOE (socialistes) : 28% et 120 sièges (-3), troisième plus mauvais résultat en pourcentage depuis le retour de la démocratie en 1977.

PP (droite libérale conservatrice) : 20,82% et 89 sièges (+23), troisième plus mauvais score en pourcentage depuis la percée politique de AP (Alliance Populaire) en 1982, 2^e plus mauvais en sièges depuis la fondation du PP en 1989.

Podemos, IU, Equo et « Convergences autonomiques du changement » : en baisse constante depuis la percée des résultats cumulés de Podemos et IU (Izquierda Unida, front de gauche) en 2015 (24,35%) jusqu'à ces derniers 12,70% et 35 sièges (-36 par rapport à 2015)

Ciudadanos (centre libéral extrémisé à droite) : 6,79%/10 sièges (-47), son pire résultat, en pourcentages comme en sièges depuis sa percée de 2015. Il est proche de l'insignifiance électorale.

Vox (néofranquistes) : 15,09% (10,26% en avril) et 52 sièges (24 en avril). Il avait obtenu en 2015 et 2016, les seules fois où il se présentait, respectivement 0,23% et 0,20% pour aucun siège.

Abstention : le premier vote avec un peu plus de 30% (+1,9%), soit quelque 10 millions de personnes pour quelques 24 millions qui ont voté.

gouvernementale annoncée de Podemos (et, dans la foulée, de tous ses alliés), sous l'égide du PSOE, et la tenue de ce procès intenté au Président indépendantiste de la Catalogne. Elle signe en effet, en premier lieu, la façon déséquilibrée avec laquelle évoluent les deux coordonnées de base de la crise actuelle de l'État espagnol. Podemos, par son choix de faire allégeance à la gouvernabilité prosystème que porte le PSOE, rompt le lien ténu qui le rattachait à un mouvement indigné ayant échoué à déployer politiquement sa radicalité anti-institutionnelle. Nous voyons l'aboutissement du processus d'institutionnalisation du cycle contestataire des places et des Marées de 2011³. En revanche, dans un chassé-croisé avec la (probablement provisoire) fin de cette séquence radicale de contestation sociale, la forte relance, dans la rue, de la mobilisation indépendantiste pour l'autodétermination de la Catalogne fait de celle-ci le fer de lance de la déstabilisation du régime. D'autre part, la présence prochaine de Podemos au gouvernement, si elle se confirme car l'arithmétique politique du Congrès, reste incertaine, ne ferait pas que traduire cet état des lieux, elle donnerait également un indicateur du rapport de force politique et social existant. Elle témoignerait aussi du but visé par Pedro Sánchez pour peser sur ce rapport de force et l'accentuer encore à son avantage, malgré les réticences d'une partie de l'appareil du PSOE (Felipe González, García-Page), portée, elle, à en rester à la répression sans merci des contestations. Un mode opératoire inspiré par Pedro Sánchez lui-même en Catalogne !

Ce qu'« oublient » beaucoup d'analystes et de membres de la direction de Podemos, c'est que les *sanchistes* travaillent à enterrer tout risque de propagation du défi national catalan lancé à l'État. Ceux-ci craignent l'exportation de son modèle subversif d'autodétermination radicale dans le champ proprement social de l'ensemble du territoire espagnol. Surtout à la veille d'une récession, dont met en garde l'OCDE, susceptible de réveiller les ardeurs indignées assoupies, pour aboutir, qui sait, à une dynamique de révolte sociale plus large.

Sans parler du contexte international de remontées de luttes semblant se faire écho de Hong Kong au Chili ou de l'Équateur à l'Algérie, en passant par le Liban et, depuis ces jours derniers, par l'Iran, sans oublier la France des Gilets Jaunes, toute proche, qui a ponctuellement esquissé une jonction, depuis la Catalogne Nord,

avec le soulèvement catalan du sud ! Les socialistes n'ont pas dû oublier ce que le 15M des IndignéEs⁴, qui a précipité la chute de leur camarade José Luis Zapatero, devait aux « printemps arabes ».

NEUTRALISER LA PROPAGATION DE L'AUTODÉTERMINISME RADICAL DE LA CATALOGNE

Le rapport électoral et parlementaire totalement déséquilibré (120 députéEs contre 35) ne laisse aucun doute sur le peu de poids politique d'un Podemos dont la possible « gouvernementalisation » devrait accentuer le déclin. La manœuvre politicienne d'absorption systémique des « violets⁵ » profite d'un contentieux surgi, il y a huit ans, entre l'Indignation et le catalanisme. À l'époque, les dirigeants de la Généralité, qui, n'avaient pas tout à fait basculé de l'autonomisme intégré à l'État vers l'indépendantisme se confrontant à lui, n'avaient pas hésité à réprimer les IndignéEs.

La persistance de ce contentieux en Catalogne se lit dans le refus des Communs d'Ada Colau, l'actuelle maire de Barcelone, figure historique de l'Indignation, de s'inscrire dans la démarche démocratique, sinon proprement indépendantiste, du moins autodéterminatrice. Tandis que, de son côté, l'indépendantisme hypothèque l'élargissement de son influence par son incapacité à intégrer décisivement les problématiques sociales.

En somme, Pedro Sánchez a tiré la conclusion de son échec à accroître son score électoral et sa légitimité dans l'objectif de gouverner seul, avec, l'assentiment du PP et/ou de Ciudadanos. Option que la radicalisation à droite par Vox a rendue caduque. Il s'agit donc de continuer à mener la même politique du bâton en Catalogne tout en jouant de la carotte en agitant le leurre de « gauche » des négociations, via Iglesias, en direction d'ERC (républicains indépendantistes sociaux-démocrates). Mais aussi, d'être en meilleure position pour imposer plus ouvertement, en se servant de la caution, à la Syriza⁶, de Podemos, la logique austéritaire que, de manière de plus en plus pressante, lui recommande la Commission Européenne.

Après avoir dit, depuis des mois, que la signature d'un pacte de gouvernement avec Pablo Iglesias était invivable, Sanchez a fait machine arrière. Cela doit être décodé comme un coup de poker tactique pour « tenir » un Podemos, gagné lui-même aussi depuis longtemps par la politique de la girouette et devenu accro à la gouvernementalité. Il tente de

neutraliser définitivement ce qui reste de l'indignation politique, podémite, devenue politicienne, en l'instrumentalisant, pour lui soutirer ce qui lui reste d'influence et lui faire porter le message du « il n'y a pas d'alternative, seulement une alternance ». Cela afin de contrer les deux dynamiques pouvant mettre en péril le régime, surtout si elles faisaient confluence, sur les terrains social, y compris les luttes féministes de masse et territorial-national (au demeurant pas seulement en Catalogne).

La double vice-présidence pressentie de Pablo Iglesias et de Nadia Calviño devrait interpellier les plus abonnés à croire que cette coalition gouvernementale pourrait apporter « malgré tout » du progrès social tout en conjurant la montée de l'extrême-droite⁷. Nadia Calviño, ministre sortante de l'Économie et de l'Entreprise a été directrice générale des Budgets de la Commission Européenne, éphémère candidate au poste de Directrice Générale du FMI et elle a toujours expliqué qu'il ne pouvait être question d'abrogation de la Loi Travail du PP dont Pablo Iglesias faisait, dans ses premières propositions de cogouvernement, un incontournable !

Pas sûr que le « pari podémite » de Pedro Sánchez fonctionne, car il se lie, sans faille aux nécessités du régime et de l'Ibex 35⁸. Mais sa politique de la girouette lui ouvre plus de possibilité de survie politique, par réaligement sur la tactique la plus droitière de son parti, dans la constance de l'engagement pro-système, qu'à celle, similaire, de Pablo Iglesias. La tâche des anticapitalistes, dans et hors de Podemos, et en lien avec la CUP (Candidature d'Unité Populaire) catalane, pour aider les résistances populaires à (re)construire ce que celui-ci laisse en jachère, est plus que jamais primordiale. □

(1) Nous ne parlerons pas ici des résultats de la sénatoriale, décisive pour approuver un prochain « 155 », destituant, comme en 2017, les pouvoirs autonomiques, en Catalogne, qui a vu le PSOE perdre la majorité absolue.

(2) Pour une analyse détaillée des élections, lire Élections du 10 novembre dans l'État espagnol : le régime s'installe dans une crise permanente (<http://www.contretemps.eu/elections-espagne-alliance-podemos-psoe/>)

(3) Et l'indignation retentit dans l'État espagnol... (<https://npa2009.org/idees/international/et-lindignation-retentit-dans-letat-espagnol>). À lire aussi Podemos. Sanchez et Iglesias l'ont tué ! (<https://blogs.mediapart.fr/antaine-montpellier/blog/161119/podemos-sanchez-et-iglesias-lont-tuer>)

(4) Le 15 mai 2011, début de la révolte.

(5) La couleur dominante de la charte graphique de Podemos.

(6) Iglesias s'est toujours montré solidaire, quoique de plus en plus en sourdine jusqu'à sa chute, vis-à-vis de Tsipras.

(7) Pedro Sánchez joue, de ce point de vue, le remake espagnoliste du jeu de pompier pyromane de Mitterrand avec le FN.

(8) Équivalent espagnol du Cac 40.

Amérique latine : l'impasse des gouvernements progressistes et le retour de la guerre de classe

PAR FRANCK GAUDICHAUD*

Les pays d'Amérique latine vivent actuellement des conflits de classe très puissants, une répression et des interventions extrêmement violentes de la part des forces réactionnaires. Franck Gaudichaud introduit notre dossier qui aborde la situation dans divers pays et les dynamiques de ces luttes.

Il y a quelques mois encore, beaucoup commentaient la fin du « cycle progressiste » en Amérique latine. Depuis, semble se nouer une nouvelle situation. D'un côté les classes dominantes restent à l'offensive, de l'autre les résistances au néo-libéralisme s'expriment dans les rues mais aussi dans les urnes.

Franck Gaudichaud : Il y a eu une discussion pour savoir si on assiste stricto sensu à une « fin » de cycle des gouvernements progressistes, nationaux populaires ou de centre gauche, de l'arrêt violent de la gestion du Parti des Travailleurs au Brésil jusqu'à la crise sans fin du Venezuela de Nicolás Maduro en passant par l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, l'Équateur... Enfin, se confirme plutôt le reflux de ces expériences et affleurent plus que jamais toutes les limites stratégiques et les contradictions de ces divers projets et régimes politiques. Je renvoie à l'essai sur ce sujet que l'on vient de sortir en français chez Syllepse¹. À la faveur de la crise économique mondiale et de l'épuisement plus ou moins prononcé des projets néo-développementistes et neoextractivistes « progressistes » (notamment), on est entré dans une conjoncture turbulente, chaotique, où les classes dominantes, les secteurs conservateurs, les élites médiatiques, les bourgeoisies financières, les Églises évangélistes et les extrêmes droites militaristes, sont partout à l'offensive. C'est particulièrement vrai suite à la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil, pays clef dans la géostratégie régionale, victoire qui s'inscrit dans le sillage de la victoire au Brésil du coup d'état parlementaire contre Dilma Rousseff, puis de l'emprisonnement illégal de Lula.

En même temps, il n'y a absolument pas

de stabilisation de cette offensive conservatrice et réactionnaire, il semble que les dominants ne trouvent pas la clef pour asseoir à nouveau, avec certains niveaux de consensus, une hégémonie ouvertement conservatrice-autoritaire. En Argentine, le néolibéral Mauricio Macri a été défait dans les urnes et son mandat a été marqué par un effondrement économique dramatique, malgré – ou plutôt devront-on dire « à cause de » – l'aide gigantesque du FMI et de Christine Lagarde. Au Mexique, est apparu un « progressisme tardif » avec la victoire de López Obrador (centre gauche), qui n'incarnera probablement pas cette « grande transformation » annoncée, mais constitue cependant un « frein » relatif aux exécutifs néolibéraux précédents. Au Venezuela, l'offensive de l'opposition soutenue à bout de bras par Washington avec l'auto-proclamation de Juan Guaidó (fin janvier 2019) et l'asphyxie économique du pays, a lamentablement échoué. Le gouvernement Maduro reste cependant extrêmement affaibli, marqué par l'autoritarisme et la corruption de masse et incapable de faire remonter la pente de l'économie alors que les sanctions étasuniennes pèsent lourdement sur le Venezuela. Mais, fait capital, les Forces Armées Bolivariennes sont restées légitimistes et du côté du pouvoir. En contrepoint, on pourrait citer l'Uruguay, où la droite vient de mettre fin à 15 ans de gouvernements sociaux-démocrates du *Frente Amplio*, après une victoire serrée au second tour des élections.

Face à cette offensive conservatrice non stabilisée, on constate une remontée en force des mécontentements populaires et des résistances collectives, qui s'expriment indirectement dans les urnes avec,

par exemple, la victoire du péronisme en Argentine, mais surtout par « en bas », avec un regain de luttes sociales. On le voit aussi au travers de la grande victoire démocratique que constitue la libération de Lula (qui n'est pas pour autant sorti d'affaire), au Brésil. Il y a une recomposition des luttes de classe extrêmement forte, qui modèle une période marquée par l'incertitude aussi bien du point de vue des dominants que des classes populaires. Celles-ci essaient de se réorganiser, mais dans un contexte dégradé et en ayant besoin de tirer des bilans critiques de la période antérieure, celle de l'âge d'or progressiste (2002-2013). Autre fait majeur, l'ampleur de la répression et la criminalisation des mouvements populaires, avec des dizaines de morts dans toute la région (du Chili au Honduras en passant par la Bolivie), des pratiques de torture, des viols et féminicides de la part de forces d'une police militarisée, des disparitions et détentions illégales, et – de mon point de vue – l'urgence est là pour nous, politiquement : quelles campagnes de solidarité internationaliste, large et unitaire, pour mettre un frein immédiat à ces pratiques de terrorisme d'État et faire monter la pression sur nos propres gouvernements et l'UE (qui tournent les yeux ou carrément soutiennent les États responsables de ces violations systématiques des droits fondamentaux).

Chili, Équateur, Haïti et maintenant Colombie, la liste des mouvements populaires s'allonge. Que peut-on dire de ces mouvements, de leurs racines et perspectives ?

Selon plusieurs observateurs, après les printemps arabes ou les « indignés »,



« Ni una menos », manifestation contre la violence de genre à en Buenos Aires – Jaluj / Wikicommons

nous sommes toujours dans un contexte de révoltes globales et les insurrections latino-américaines résonnent avec les échos lointains du Liban, de l'Irak, de l'Algérie, de Hong-Kong, ou même avec ceux des Gilets jaunes hexagonaux. C'est peut-être une généralité de le dire, mais il s'agit bien de résistances au néo-libéralisme et contre l'autoritarisme, dans un contexte de crises de légitimité des systèmes politiques en place, perçus comme dominés par des castes politiques, où règnent le clientélisme et la corruption. Si on parle du Chili, d'Haïti, de l'Équateur, de la Colombie, c'est très clair. Néanmoins, il ne s'agit pas de luttes « globalisées », elles dépendent avant tout de considérations locales et nationales (même s'il y a des influences mutuelles réelles, via réseaux sociaux notamment). Il y a plusieurs dimensions à ce rejet, plus ou moins fortes selon les pays : la question de la corruption, centrale à Haïti, celle du modèle économique et de l'autoritarisme au Chili, en Équateur et en Colombie. Il s'agit de crises qui naissent de la précarisation généralisée de la vie, de la nature et du travail à l'ère néolibérale dans les pays du Sud. Il faut vraiment prendre le pouls du mécontentement accumulé au cours des dernières décennies, la difficulté quotidienne pour des millions de personnes de vivre et se loger dans de grandes villes ou dans des espaces ruraux pollués et contrôlés par les transnationales et, aussi, la rage de constater l'incapacité de régimes politiques « faiblement démocratiques » à répondre aux attentes, tandis que les richesses s'accumulent à un pôle de la société.

La petite bourgeoisie (les « classes moyennes ») joue, semble-t-il un rôle important dans les manifestations populaires, mais avec des trajectoires différentes.

Au Chili, on a assisté avant tout à une explosion de la jeunesse précarisée. Des collégiens, lycéens, souvent très jeunes, ont sauté les barrières du métro et refusé de payer les 30 centimes d'augmentation pour un des systèmes de métro les plus chers au monde (en rapport au pouvoir d'achat). Ce sont vraiment des jeunes issus des secteurs populaires ou des couches moyennes précarisées. Globalement, dans les Suds, de vastes franges de la petite-bourgeoisie sont très précarisées, endettées, sans travail stable, et terminent pas suivre et accompagner les mobilisations populaires. Un élément important est le niveau de scolarisation. On a désormais une jeunesse latinoaméricaine (urbaine mais aussi rurale) scolarisée, beaucoup plus diplômée, connectée aux réseaux sociaux, nettement moins encadrée aussi par les partis et les syndicats que dans les années soixante-dix et qui entre dans la lutte de manière plus ou moins spontanée et très « explosive », face à des mesures immédiates et selon des tempos différents selon les pays.

Ainsi, le contenu antinéolibéral, antiautoritaire, démocratique des mouvements en cours est très clair au Chili, en Équateur, en Haïti et désormais en Colombie, avec une grève nationale d'une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis des décennies. Il y a en même temps des ingrédients locaux essentiels. La question du processus de paix est essentielle en

Colombie, et le gouvernement Duque a tout fait pour le torpiller. Au Chili, l'arrogance patronale de Piñera et la militarisation de l'espace public ont accéléré la mobilisation (avec en mémoire la dictature de Pinochet). En Équateur, le gouvernement Moreno issu de *Alianza País* s'est aligné sur le néolibéralisme, le FMI, les Etats-Unis et le grand patronat de Guayaquil. En Haïti, c'est le rejet de la caste corrompue et l'exécutif de Jovenel qui joue à plein, mais aussi les conséquences de quinze ans d'occupation du pays par des troupes de l'ONU, notamment brésiliennes.

La Bolivie a pris un chemin distinct : il y a là aussi un mécontentement réel accumulé non pas face au néolibéralisme mais face au « caudillisme » d'Evo Morales, qui a tenté de se représenter systématiquement pour un quatrième mandat, malgré le résultat du référendum de 2016. Malgré la baisse notable de la pauvreté et la construction d'un État plus social et plurinational, il existe aussi nombre de critiques sur le modèle de développement extractiviste, et un divorce croissant entre la gestion gouvernementale et une partie du mouvement populaire. Cependant, le fait capital pour expliquer le coup d'État contre Evo a été la capitalisation politique de ce mécontentement par la droite dure, par le comité civique de Santa Cruz et les courants évangélistes : Camacho, le leader fascisant des plaines orientales, a ainsi pris la tête de ce mouvement hétérogène où se retrouvent certaines secteurs populaires, grands propriétaires, organisations indiennes, patronat, profitant de la faiblesse du Mouvement au Socialisme (MAS), qui a perdu une partie de sa capacité à mobiliser ses bases historiques. On est donc dans un équilibre des forces différent. Le basculement d'une part des nouvelles classes moyennes dans le soutien au Coup a joué aussi un rôle : ces dernières ont profité de quinze ans de gestion du MAS, du triplement du PIB et ont aujourd'hui d'autres attentes, auxquelles le MAS n'a pas répondu. En même temps, la gestion fondamentalement clientélaire des relations entre les organisations sociales et le MAS (qui plus qu'un parti et une sorte de fédération d'organisations sociales) n'a pas contribué à « blinder » le gouvernement face à ce type de déstabilisation. Enfin,



il faudrait insister et développer l'action menée par l'Impérialisme, dont il apparaît un peu plus chaque jour qu'elle a été une fois de plus décisive, non seulement au travers de l'OEA dans la dénonciation d'une fraude électorale, mais aussi au travers d'un soutien actif, depuis 2005, aux secteurs de la droite cherchant à faire tomber Morales.

Le mouvement féministe semble particulièrement puissant en Amérique latine. Peut-on parler d'une nouvelle vague féministe traversant tout le continent ?

Les luttes des femmes et le mouvement féministe sont un acteur clé de la recomposition des luttes de classes et du mouvement populaire antagonique dans la région. Elles sont très ancrées au sein de la jeunesse, et pas seulement étudiante, et ont réussi à mettre en place des liens avec une partie du mouvement syndical et du mouvement paysan. On le voit, par exemple, avec l'importance du mouvement des femmes et féministe dans les luttes populaires au Brésil et du mouvement des sans-terres.

En même temps, c'est un mouvement large, continental, transnational, avec des spécificités locales. La dynamique argentine a eu une influence sur le Chili, notamment avec le puissant mouvement « *Ni una menos* » et la lutte pour l'avortement, avec le symbole du foulard vert aussi devenu international. Ce mouvement va ainsi déborder les frontières et inspirer de l'autre côté de la Cordillère les luttes des féministes chiliennes. Celles-ci ont leurs propres revendications et dynamiques, notamment au sein du mouvement universitaire, avec l'occupation universitaire de masse en 2018 et contre les abus sexuels au sein des universités. Le mouvement explose avec la grande grève de mars 2019 et la constitution auparavant de la Coordination du 8 mars qui regroupe des dizaines d'organisations. Le mouvement féministe latinoaméricain de la dernière période a fait la démonstration qu'il est possible d'allier démarche unitaire et radicalité, tout en devenant un mouvement de masse, populaire. Il incarne un grand espoir à mon sens pour toute perspective de transformation démocratique profonde, non seulement antipatriarcale, mais aussi décoloniale et anticapitaliste. Ainsi, au Chili, c'est un mouvement qui se définit « contre la précarisation de la vie », et intègre donc

les travailleuses et les travailleurs, les migrant.e.s, les revendications mapuches et indigènes, les luttes LGBTQI+, etc.

Au Mexique, la lutte contre la violence néolibérale et les très nombreux féminicides (et pas seulement à Ciudad Juarez) a constitué un axe central de ce mouvement sans qu'il arrive, à ce jour, à se transformer en mouvement national massif. Il y a eu aussi des avancées en termes de dépenalisation de l'avortement (dans l'État de Oaxaca et la ville de Mexico). Au Brésil, les luttes des féministes avec la campagne « *Ele Não* » (« lui non ») contre l'ascension de Bolsonaro ou encore la « marche des marguerites » de centaines de milliers de femmes rurales, en août 2019, confirment cet engagement. Cette dernière est une marche massive et populaire, issu d'un féminisme communautaire et populaire. Il s'articule au rôle joué par des militantes de la gauche radicale, plus urbaines, comme l'était Marielle Franco, assassinée par les sbires de Bolsonaro.

Il y a donc une nouvelle « vague » féministe mais pas au sens européen ou étatsunien. C'est plutôt un nouveau moment historique, très important, des luttes des femmes et des féminismes (qui sont plurielles), avec aussi des influences venues du Nord, le mouvement dans l'État espagnol et la grève féministe, qui lie les théoriciennes comme Sylvia Federici, Cinzia Arruzza et d'autres, mais qui part et est avant tout ancré dans les spécificités de l'Amérique latine.

D'autres acteurs socio-politiques sont particulièrement importants dans plusieurs situations latino-américaines : les mouvements paysans et indigènes. Comment comprendre le

rôle progressiste de telles forces, et en particulier leur lien au mouvement ouvrier ?

Alors qu'on commémore les vingt-cinq ans du surgissement de la rébellion indienne, paysanne, anti néolibérale et anticapitaliste néozapatiste au Chiapas, je pense qu'on aurait grand intérêt à tirer des leçons de cette expérience capitale et aussi à réactiver les réseaux de solidarité avec cette expérience qui dure depuis un quart de siècle, sur un territoire grand comme la Belgique, et qui a entrepris la construction de formes alternatives de gouvernement et de vie dans ce monde en crise... Les zapatistes ont aussi réussi à



résister aux assauts des forces militaires mexicaines et à construire, en positif, un nouveau récit sur comment essayer, tant bien que mal, de forger une perspective post capitaliste, tout en étant ouverts à toutes les luttes internationales, en étant connectés aux Kurdes et à bien d'autres luttes, en mettant en marche la question du communalisme mais à partir des

coordonnés des peuples Mayas du Chiapas, en élaborant la jonction entre les territoires indiens et la construction d'un pouvoir politique démocratique novateur, etc. Cette expérience est fondamentale quand on pense les alternatives au 21^e siècle. Il y a bien entendu des limites et nombre de problèmes non résolus (sur le plan économique notamment), comme ils le reconnaissent eux-mêmes. Leur rapport avec le reste des gauches mexicaines est aussi souvent difficile. Mais quand on voit l'effondrement du chavisme au Venezuela, l'absence de transformation structurelle en Argentine, la trajectoire du PT au Brésil ou

semblent nous dire les zapatistes...

Concernant les acteurs mobilisés dans le reste du sous-continent, on pourrait s'aventurer à dire qu'on assiste au retour de « l'émergence plébéienne » destituante, comme à la fin des années 1990 au début des années 2000, lors des grandes confrontations face au néolibéralisme, avec la CONAIE² en Équateur, la dynamique du mouvement des sans-terre au Brésil, la « guerre » de l'eau et du gaz en Bolivie, le « *qu'il s'en aillent tous* » de 2001 en Argentine ou encore avant les émeutes urbaines du « Caracazo » au Venezuela. Soit des acteurs variés, multiples, issus de formations sociales où le « populaire »

englobe une grande multiplicité d'acteurs et fractions de classes. À ce moment, on voyait - suivant les pays - des mouvements indiens et paysans très forts, mobilisés, connectés ou pas, à ceux, en ville, des étudiants et des travailleurs, des sans-toits, des chômeurs (les *pique-terros*), qui avaient ouvert un nouveau cycle politique « postnéolibéral ».

Aujourd'hui, il y a une nouvelle éruption plébéienne, dans laquelle les indigènes, on l'a vu en Équateur, jouent un rôle central. Ils sont capables de faire trembler le gouvernement néo-conservateur de Lenín Moreno. Au Brésil, il faudra voir comment va arriver à se positionner le mouvement des sans-terre, parce que ses

liens avec le PT ont été longtemps très forts, ce qui l'a largement paralysé. Mais, avec le mouvement contre les barrages (MAB), le Mouvement des marguerites, autour de l'Amazonie et face à l'offensive de l'extrême droite, il y a une réactivation des résistances. Les secteurs paysans et indigènes sont au cœur des attaques du néolibéralisme, ils sont aussi parmi les

décus des expériences progressistes et ils sont donc un acteur très important. Alors qu'Evo Morales est en exil au Mexique, ce sont les Ponchos Rojos³ qui sont à l'offensive pour contester la dimension ultra violente du coup d'état bolivien.

Ceci n'empêche pas qu'il y a aussi des résistances ouvrières et urbaines fondamentales. En Équateur, c'est une jonction entre les mouvements urbain et indigène qui a donné sa dynamique nationale à la révolte contre Lenín Moreno. Au Chili, le mouvement est avant tout issu des populations urbaines, de la jeunesse urbanisée et en partie diplômée, une partie de la petite-bourgeoise mais aussi du syndicalisme : l'Union portuaire du Chili est au cœur de la révolte actuelle et du mouvement de grève nationale, tout comme une partie des organisations syndicales, au sein de la Table de l'Unité sociale, alimente cette révolte. C'est même, selon moi, là où va se jouer l'issue de la crise chilienne : la capacité du salariat à entrer dans le mouvement et à bloquer l'économie sera la bataille décisive avec Piñera et contre la répression étatique, inédite depuis 1990.

Mais il y a des contradictions de ce côté-là également : en Bolivie, une partie de la direction de la Centrale ouvrière (la COB), avec son appel à la démission de Morales « pour pacifier le pays », s'est fait mis du côté des militaires et a donc soutenu le coup d'État ! Le mouvement ouvrier n'est donc pas toujours en ordre de bataille, loin de là. Les grandes centrales, la CUT chilienne, la CUT brésilienne, ont de grandes difficultés à réarticuler un mouvement de résistance face aux gouvernements d'extrême droite ou néolibéraux parce qu'elles ont été très longtemps des courroies de transmission des partis progressistes. Et c'est un des enjeux de la période que de reconstruire un syndicalisme combatif, enraciné sur les lieux de travail et indépendant des institutions. □



Manifestation à Santiago, Chili – Carlos Figueroa / Wikicommons

du Front Large en Uruguay, le bilan des quinze ans du progressisme est plutôt mitigé ! Il faut donc, à mon sens, revenir vers l'expérience zapatiste et sa conception du pouvoir par « en bas », sans pour autant retomber dans les ornières stratégiques du « changer le monde sans prendre le pouvoir » : changeons le monde en *transformant* le pouvoir

(1) F. Gaudichaud, M. Modonesi, J. Webber, *Fin de partie ? Les Expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, Paris, Syllepse, 2019.

(2) Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (NdE).

(3) « Milice » de l'ethnie aymara, originaire de la région du lac Titicaca au croisement de la Bolivie, du Pérou, de l'Argentine et du Chili (NdE).

* Franck Gaudichaud est professeur en histoire et civilisation de l'Amérique latine à l'Université Toulouse Jean Jaurès, membre du comité éditorial de la revue *Contretemps* et militant au NPA.

De quoi l'insurrection populaire au Chili est-elle le nom ?

PAR KARINA NOHALES*

Les caractéristiques de l'explosion sociale au Chili sont déterminées, en dernière instance, par les formes prises par la production et la reproduction de la vie ces trente dernières années. Le Chili a été l'un des premiers laboratoires des politiques ultra-libérales et un test pour les politiques de précarisation. Mais cette explosion sociale a été aussi une remise en cause des responsables politiques qui ont administré ces conditions de vie.

La mise en place du modèle néolibéral a été permise par le coup d'État de 1973, qui a violemment interrompu une période de montée politique de la classe travailleuse et des secteurs dépossédés. En 1990, la Transition démocratique a mis fin à la dictature en garantissant l'impunité de l'armée et en laissant intacte la Constitution politique de la dictature. Ce Pacte de transition a été conduit par les secteurs qui ont mené le coup d'État et par les anciens partis de la classe travailleuse, convertis au social-libéralisme, qui ont utilisé les institutions héritées de la dictature pour mettre en

œuvre, dans le contexte de la démocratie, les politiques de privatisation et exclure les secteurs populaires de la participation politique.

La révolte et les mobilisations massives sont la forme qu'a trouvée la population pour rendre compte d'un bilan de la Transition qui s'accumulait depuis des décennies dans le silence.

Les revendications du mouvement : urgence sociale, démission de Piñera et Assemblée constituante

Le mouvement a repris des revendications qui s'expriment depuis plusieurs années, comme le droit à une éducation publique et gratuite et la fin du

système des AFP (administrations des fonds de pensions). La grève générale féministe du 8 mars a réussi à imposer la perspective de la lutte contre la précarisation de la vie. Ce mot d'ordre tente d'exprimer le contenu transversal de revendications plus éparpillées. La destitution de Sebastián Piñera, le président de droite conservatrice, est une revendication non négociable. Il a la responsabilité politique d'avoir déclaré la guerre au peuple, littéralement, et d'avoir envoyé les militaires pour tirer sur les gens. Il doit donc y répondre, en démissionnant et en étant jugé. N'importe quelle négociation



avec ce gouvernement revient à accepter l'impunité.

L'état d'urgence et l'imposition du couvre-feu ont généré de graves violations des droits humains, avec déjà une vingtaine de mortEs, de nombreuxSES blessésEs, des violences sexuelles contre les femmes et les minorités de genre. Récemment, Piñera a dénoncé le rapport d'Amnesty International faisant état d'une violation systématique des droits humains depuis le début de la mobilisation. Il prévoit de déployer les militaires dans l'espace public sans obligation de décréter l'état d'exception.

Pour ce qui est de l'Assemblée constituante, les politiciens qui ont organisé les politiques de précarisation de la vie ces dernières décennies, du Parlement au pouvoir exécutif, ont exprimé leur accord quant à la nécessité d'une « nouvelle Constitution ». Il est évident qu'il faut changer la Constitution politique de Pinochet, mais cela ne peut pas se faire par le biais des partis qui ont gouverné en maintenant ces institutions intactes. Ce changement doit se faire par en bas, par les espaces d'organisation que le peuple est en train de créer. La revendication de la constituante doit être défendue en ayant conscience de ses limites. Certains secteurs ont construit un discours selon lequel la Constitution de Pinochet est l'origine de tous les maux du pays, que tous les droits ont été perdus avec cette Constitution. Cette façon de présenter les choses est fautive d'un point de vue anticapitaliste et antipatriarcale.

Nous vivons une période d'intenses débats et de batailles sur le problème constituant. Une fois de plus, le féminisme va devoir affronter plusieurs défis à la fois. Face aux secteurs dominants qui ne veulent pas d'Assemblée constituante, mais aussi au sein des mouvements sociaux qui continuent à voir les problèmes que soulève le féminisme comme quelque chose d'externe ou, au mieux, comme une spécificité par rapport aux « véritables » problèmes de la classe travailleuse et des secteurs populaires. Petit à petit, la revendication d'une Assemblée constituante plurinationale et féministe prend corps, n'occultant pas les revendications des peuples originaires, des femmes et des minorités de genre et les considérant comme transversales.

LES FORMES D'ORGANISATION DE LA RÉVOLTE CHILIENNE

Au Chili, il existe cinq millions et demi de travailleurs formellement salariés. 17 % travaillent dans le secteur public et n'ont pas de droit de syndicalisation, de négociation collective, de grève. Les 83 % restants correspondent au secteur économique privé. 15 % d'entre eux sont syndiqués dans un réseau de 10 500 syndicats qui ne sont pas coordonnés entre eux, à l'exception de ceux qui font partie d'une même centrale syndicale. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT), la plus grande du pays, regroupe un peu moins de 25 % des syndiqués.

Il n'existe pas de syndicats par branche économique, forme syndicale interdite par la loi, et le seul secteur organisé ainsi sont les dockers. Dans ce cadre, Unité sociale est un espace qui a été créé en juin 2019 par la Coordination nationale des travailleurs No+AFP, dans le but de coordonner différentes organisations sociales. D'une vingtaine au départ, il réunit depuis le 18 octobre une centaine d'organisations, motivées par la recherche de coordination des mouvements sociaux et du syndicalisme. Unité sociale est dirigée par les directions syndicales traditionnelles, ce qui a posé plusieurs problèmes. D'une part, certains membres de ces directions militent dans des partis qui font l'objet de la contestation générale actuelle. D'autre part, les pratiques de ces directions sont considérées comme peu démocratiques par de nombreuses organisations. Ainsi, il y a des secteurs d'Unité sociale qui sont favorables au fait de négocier avec le gouvernement de Piñera et d'autres non.

Le 1^{er} novembre, le Comité de grève national a été créé. Y participent la Coordination No+AFP, la CUT, l'Union portuaire, l'Union des syndicats de la mine, Sintec (Syndicat de la construction), l'Association des professeurs, l'Anef (association des employés administratifs). Il s'agit du bloc syndical d'Unité sociale, rejoint par les syndicats de mineurs. Ce Comité de grève national a décidé d'appeler à une grève générale pour le 12 novembre, pour l'Assemblée constituante et une série de mesures d'urgence (salaires, dettes, retraites...). Ça a été la journée la plus puissante de toutes. Nous pouvons estimer que 60% des travailleurs du secteur privé ont fait grève de manière effective, et 90% pour le secteur public.

C'était donc un choix politique juste et puissant, même si la grève a été définie sans la participation des autres mouvements sociaux. D'autant plus que c'est le mouvement féministe qui a appelé à la première grève générale depuis le début de l'explosion sociale, le 21 novembre, suivi ensuite par deux jours de grève les 23 et 24 novembre, appelés par Unité sociale.

Unité sociale a impulsé la création de *cabildos* [forums] pour donner corps à la perspective de l'Assemblée constituante. Ce sont des espaces locaux de consultation sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Certaines assemblées territoriales ont réalisé ces *cabildos*, mais ils ont largement débordé leur fonction initiale : ce sont plutôt des espaces grâce auxquels de larges couches de la population s'incorporent à l'activité politique, en apprenant à s'organiser et à penser collectivement. Peu à peu, des espaces de coordination des assemblées sont impulsés.

Les centaines d'assemblées territoriales se sont constituées au niveau local et de manière spontanée, par la prise de conscience de la force collective du peuple, qui s'est retrouvé au coin de la rue, dans les quartiers, pour protester. Elles ont organisé le ravitaillement et la sécurité face à la répression. Puis elles ont commencé à délibérer sur les perspectives politiques. Ces assemblées territoriales sont un moment constituant car elles sont le début d'un processus par lequel la classe travailleuse commence à se constituer pour elle-même.

LA « CUISINE » INSTITUTIONNELLE OU POURQUOI PIÑERA N'A PAS DÉMISSIONNÉ

Durant la semaine du 4 au 10 novembre, trois grandes journées massives de protestation ont eu lieu et ont fait l'objet d'une répression extrême. Il y a eu des cas terribles de répression, par exemple le cas du jeune Gustavo Gatica, 21 ans, qui a eu les deux yeux crevés suite aux tirs de la police.

Le 7 novembre, Piñera convoque une réunion du Conseil de sécurité nationale, une instance extraordinaire créée par Pinochet au sein de laquelle se réunissent les présidents de tous





les pouvoirs d'État (exécutif, parlementaire et judiciaire), les chefs des forces armées et le contrôleur général de la République. C'est la première fois qu'elle est réunie pour traiter d'affaires intérieures au pays depuis le début de la période démocratique. Nous ne savons pas ce qui s'est passé lors de cette réunion, mais il semble que Piñera s'y est retrouvé isolé. Le président du Sénat, de la Démocratie chrétienne, a jugé la réunion inutile et improductive. Il est possible que les forces armées aient donné un ultimatum à Piñera pour qu'il rétablisse vite l'ordre, en menaçant de prendre la situation en main.

Le 12 novembre, Piñera annonce qu'il appliquera la Loi de sécurité intérieure à tous ceux qui incitent ou participent à des manifestations violentes, appelle à l'unité et à trouver un accord pour résoudre la crise. Je pense que la période du 5 au 12 novembre était un moment clé pour faire tomber Piñera. Cependant, ce même jour, le député Gabriel Boric du Frente amplio a appelé à accepter le dialogue de Piñera. Cet exemple est frappant : c'est une figure de l'aile gauche du bloc de gauche au Parlement. Les partis présents au Parlement soutiennent Piñera, à l'exception du Parti humaniste, qui est aussi dans le Frente amplio, et est l'unique parti qui soutient la nécessité d'une accusation constitutionnelle contre Piñera afin qu'il soit destitué.

Entre le 13 et le 14 novembre, tous les partis du Parlement, sauf le Parti communiste et le Parti humaniste, ont négocié un accord pour mettre fin à la crise que vit le pays. Dans la nuit du 15 novembre, à trois heures du matin, ils ont annoncé publiquement l'« Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution ». Cet Accord a été approuvé par toute la droite, toute l'ex-Concertation (alliance de partis sociaux-libéraux et du centre qui a gouverné lors de la démocratie), Révolution démocratique et le parti Comunes (principaux partis du Frente amplio) et Gabriel Boric, à titre individuel.

LES TERMES DE L'ACCORD

- Un plébiscite en avril 2020 pour ou contre une nouvelle Constitution, puis sur le mécanisme utilisé pour

rédiger une nouvelle Constitution, soit une convention constitutionnelle mixte (50 % de parlementaires et 50 % d'élus constituants) ou une convention constitutionnelle (100 % d'élus constituants).

- Les délégués constituants seront élus par le même système d'élection par lequel sont élus les députés au scrutin proportionnel plurinominal. En cas de désaccord entre les délégués constituants sur un sujet, le quorum pour régler la question est des deux tiers. En résumé : l'éventuelle Convention constituante resterait composée plus ou moins par les mêmes forces actuelles du Parlement et un secteur minoritaire pourrait imposer son veto sur des questions stratégiques, comme la Sécurité sociale, les ressources naturelles, le droit du travail, etc.

- C'est un Accord qui envisage l'impunité absolue pour les crimes et violations des droits humains. Les partis qui y souscrivent décident de ne pas prendre part à l'accusation constitutionnelle contre Piñera. C'est donc un accord qui protège le gouvernement pour qu'il aille jusqu'à la fin de son mandat.

Avec cet accord, le Frente amplio éclate, car ce front a été créé pour être une troisième force, alternative au duopole de la Transition, qu'il rejoint désormais de fait. Concernant le PC, il n'a pas signé l'accord mais un jour plus tard, il a déclaré qu'il fera partie de l'Accord en proposant quelques modifications, comme des quotas de genre.

LES RÉACTIONS DU MOUVEMENT SOCIAL SUITE À L'ACCORD

Unité sociale, lors d'une assemblée massive réunie le samedi 16 novembre, a décidé de le rejeter. Deux grandes positions se sont exprimées. La première est l'idée que l'Accord est mauvais, mais qu'il constitue un progrès, qu'il faut lutter pour l'améliorer. La deuxième estime que l'Accord est illégitime dans son essence même, parce qu'il ne prend pas en compte le monde social et ne permet pas une Assemblée constituante démocratique. De cela, découle l'option de ne pas abandonner la mobilisation et la rue. Cette dernière position a été largement majoritaire. Seuls des secteurs universitaires et un syndicat

de professionnels de la santé ont défendu la position minoritaire.

Ce positionnement d'Unité sociale l'a conduit à appeler à trois jours de grève générale progressifs : le lundi 25, le mardi 26 et le mercredi 27 novembre.

Les centaines d'assemblées territoriales se sont prononcées progressivement. Deux sentiments se mêlent : une absence de confiance face à cet Accord négocié entre les partis que le mouvement a contesté et le sentiment que cet Accord est une avancée, parce qu'il y a un mois Piñera proposait seulement de baisser de 30 pesos le prix du ticket de métro et qu'aujourd'hui s'ouvre la possibilité de changer la Constitution de Pinochet. C'est tout à fait compréhensible. Mais je ne perçois pas cet accord comme un progrès, parce qu'en réalité ça a été une usurpation par le haut avec l'objectif de contenir un processus qui était au maximum de sa force jusqu'au mardi 12 novembre.

En approuvant une nouvelle Constitution dans le cadre de l'Accord, se jouerait une situation similaire au Pacte de Transition mais, cette fois, comme une farce. L'idée qu'on pourrait en finir avec le libéralisme grâce aux urnes est une expérience que nous connaissons déjà, tout comme l'idée de « justice dans la mesure du possible », de « démocratie dans la mesure du possible », et maintenant d'une « nouvelle Constitution dans la mesure du possible ». Le problème de cet Accord est qu'il va seulement permettre au système politique de souffler et lui laisse une marge de survie, mais les mêmes problèmes continueront de se poser. L'engagement des partis de gauche dans cet Accord, dans un contexte de crise sociale et d'une probable et proche crise économique, réduit les possibilités pour la gauche de se présenter comme une alternative qui conteste l'ordre existant. C'est un problème grave et nous ne pouvons pas savoir combien cela nous coûtera dans le futur. □

*Karina Nohales, militante anticapitaliste et avocate de droit du travail, membre de la Coordination féministe du 8 Mars.

Bolivie : solidarité et bilan

PAR PATRICK GUILLAUDAT

Le caractère réactionnaire du coup d'État impose la solidarité avec la résistance du peuple bolivien qui s'organise face à la répression et qui exige la démission de la présidente usurpatrice. Mais la force des mobilisations anti-Morales doit interroger tous ceux qui veulent œuvrer à la transformation sociale.

Le 21 octobre, au lendemain des élections générales, le Tribunal Suprême Électoral annonce la victoire d'Evo Morales pour un quatrième mandat successif. La marge avec le candidat de droite arrivé en deuxième position (Carlos Mesa, ancien président de 2003 à 2005) est suffisante pour qu'aux termes de la Constitution bolivienne un deuxième tour ne soit pas nécessaire¹. L'opposition dénonce alors la validité du résultat et s'appuie sur un communiqué opportun de l'OEA (Organisation des États Américains) qui dénonce une fraude électorale. C'est le début de la crise ouverte qui va déboucher sur un véritable coup d'État.

La contestation des élections va rapidement s'étendre, principalement à la suite de la panne informatique qui stoppe toute communication de résultats pendant près d'une journée, donnant du crédit à la thèse de la fraude. Au départ, la droite, avec l'OEA, réclame un deuxième tour pour la présidentielle. Quelques jours après, Morales accepte de nouvelles élections puis le 30 octobre, Carlos Mesa refuse la proposition de Morales. Entretemps, la police se range massivement derrière les manifestants anti-Morales et l'extrême-droite prend la tête des manifestations. Puis c'est Carlos Mesa qui demande aux forces armées de soutenir son appel à la démission de Morales, ce qu'elles font le 10 novembre. Des attaques contre des locaux de syndicats et du MAS (*Movimiento Al Socialismo*, parti du président) ont eu lieu avant la proclamation des résultats. Les manifestations partent des quartiers résidentiels de La Paz, de Sucre et Tarija.

Rapidement, le MAS passe du rôle de parti du pouvoir à celui de parti pourchassé. Des ministres voient leurs maisons incendiées par des manifestants pro-Mesa, de nombreuses

personnalités du MAS (maires, ministres, etc.) démissionnent afin de protéger la vie de leur famille. L'extrême-droite, fortement implantée dans le pays « blanc » (c'est-à-dire avec fort peu d'indigènes ou de métis) de la région de Santa Cruz, se déchaîne derrière le leader du comité civique pro-Santa-Cruz, Luis Fernando Camacho, entrepreneur et avocat financier, cité dans les Panama Papers, ancien militant de l'organisation d'extrême-droite *Unión Juvenil Cruceñista* (UJC), spécialisée dans la chasse aux indigènes.

Sous la pression de l'armée, Morales démissionne et le 11 novembre, Jeanine Áñez, deuxième vice-présidente du Sénat, lui succède². Le nouveau gouvernement est désigné le 13 au soir. C'est à partir du 12 novembre que les premières manifestations massives de soutien à Morales ont lieu. La répression, pourtant absente lors des exactions commises par les manifestants d'extrême-droite, est sévère contre ceux qui dénoncent le coup d'État, avec plus d'une vingtaine de morts. Puis Jeanine Áñez publie un décret, le n°4078, autorisant l'armée à participer au maintien de l'ordre mais surtout exemptant les militaires de toute responsabilité pénale dans la lutte contre les conflits sociaux.

Deux rapports³, l'un du CEPR (Centre d'étude et de recherche politique) à Washington et l'autre de Walter R. Mebane, professeur spécialisé dans la fraude électorale de l'université du Michigan, remettent vigoureusement en cause les conclusions de l'OEA. Selon eux, les erreurs, réelles et constatées, ne sont pas plus nombreuses que celles déjà observées dans d'autres opérations électorales, comme au Wisconsin, en Autriche... Ils ne disent pas que la fraude a été impossible mais que si elle a eu lieu, elle était marginale. Or, le résultat officiel donne 47,08% à Morales et 36,51% à Carlos Mesa.

Cette faible marge dans la victoire du camp présidentiel ajoute du crédit à la contestation du résultat.

Mais ces deux rapports montrent bien que tant la droite bolivienne que les gouvernements qui ont immédiatement reconnus la nouvelle présidente, comme les USA, le Brésil ou le « président » auto-proclamé du Venezuela Guaido ne s'embarrassent pas de preuves mais voulaient renverser Morales.

UNE FORTE CRISE POLITIQUE AMORCÉE DÈS 2016

Depuis le 10 novembre se multiplient des mobilisations populaires contre le coup d'État ce qui montre bien qu'il s'agit plutôt d'une opposition au coup, mais pas totalement d'un soutien à Morales, même si c'est le MAS qui les encadre, avec les associations de quartiers.

L'explication réside dans le tournant de la situation politique du pays amorcé en 2016. Alors que la Constitution le lui interdit, Morales veut se présenter pour une quatrième fois aux élections présidentielles. Pour contourner cet obstacle il organise un référendum le 21 février 2016. Il le perd avec 51,3% des votants qui s'opposent à cette réforme. Malgré cela il va obtenir de la Cour Suprême le 28 novembre 2017 l'illégalité du résultat en raison d'une campagne diffamatoire⁴ et surtout la possibilité de se représenter en s'appuyant sur des conventions internationales reconnaissant le droit de chacun à être candidat.

Cette farouche volonté de se maintenir au pouvoir par tous les moyens accentue la rupture entre une part importante de la population et le gouvernement, y compris parmi ses soutiens.





Sur le terrain économique, la Bolivie avait commencé à subir ses premiers problèmes structurels. Morales avait fondé la croissance économique du pays à partir de l'exploitation des ressources du sous-sol, notamment des hydrocarbures, mais les entrées de devises s'effondrent avec la chute des cours des matières premières à partir de 2014. Le commerce extérieur devient déficitaire. Surtout les programmes sociaux, financés principalement par la rente, voient leurs objectifs et ressources diminuer.

Quand une crise politique se superpose à un début de crise économique et sociale, tous les ingrédients sont présents pour que se développe une crise du régime. La réponse politique de Morales et du MAS n'a pas été de tirer les leçons de cette situation difficile mais de jouer la carte « moi ou le chaos » traduite en langage local par « moi ou le retour des néolibéraux ».

La droite et l'extrême-droite se sont engouffrées sur le boulevard ouvert par la gestion caudilliste du pouvoir par Morales. Comme il avait tout fait pour ne pas reconnaître la souveraineté populaire lors du référendum de 2016, il était légitime de penser qu'il ne s'arrêterait pas là et que tout serait tenté pour qu'il remporte les élections, opinion qui s'est renforcée avec la panne informatique qui a bloqué la poursuite du décompte des votes. Autant

d'éléments qui ont permis de répandre l'idée qu'il y avait eu fraude.

Si les manifestations contre Morales ont été puissantes et violentes, celles en défense du régime ont été faibles, comme si une partie du camp de Morales pensait que la fraude était un scénario envisageable. Dans le camp social de Morales, la plupart des syndicats ont été attentistes jusqu'au moment où la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) a demandé elle-même le départ de Morales, résultat d'un effritement de la base sociale du MAS depuis des années, transformé en appareil électoral au service du président.

Alors que le pouvoir politique s'est construit autour de la base sociale originelle du MAS que sont les paysans et notamment les indigènes, une bonne partie des classes moyennes urbanisées, souvent blanches comme à Santa Cruz ou à Sucre, ont été politiquement neutralisées pendant la période faste mais se sont retournées contre Morales dès le début de la crise et surtout à partir de 2016. Ce sont elles, les couches urbaines, qui ont été le moteur de la chute de Morales, rangées derrière la bannière de la droite et de l'extrême-droite

UN POPULISME DE GAUCHE

Le renversement du régime du MAS a été possible parce qu'une importante frange des électeurs de ce parti s'est désolidarisée de la proclamation de la victoire d'Evo Morales. La raison

principale de cet attentisme est à rechercher dans la période des 13 ans de règne de Morales.

Il y a d'abord une concentration toujours plus grande du pouvoir au sein de l'appareil d'Etat qui se combine avec une volonté d'obtenir par tous les moyens le soutien des mouvements sociaux. Il va y avoir deux points de rupture. D'abord le *gasolinazo*, : en décembre 2010 le gouvernement décide d'augmenter le prix de l'essence de 73%, celui du diesel de 82%. Les mobilisations contre ce décret feront plier le gouvernement. Ensuite, le conflit de Tipnis (Territoire Indigène et Parc National Isiboro-Sécure) en décembre 2011 qui touche la population indigène, le cœur de l'électorat de Morales. Afin d'accentuer sa politique extractiviste, le gouvernement décide de construire une route permettant de développer l'exploitation des ressources, la déforestation et le développement de politiques agricoles intensives, route qui traverse les territoires indigènes, normalement préservés par la Constitution. La violence de la répression est telle que de nombreuses organisations indigènes se sont rangées dans l'opposition au pouvoir, et nous les retrouvons désormais aux côtés de l'opposition qui a mené le coup d'État.

Comme dans d'autres pays, le pouvoir a mené une double approche des mouvements sociaux. D'abord les intégrer dans des institutions en échange d'un soutien aux orientations de la politique gouvernementale. Puis si c'est impossible, quand ces organisations sociales veulent conserver leur indépendance, les scissionner, voire les criminaliser. Ils ont réussi à casser la CIDOB (Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie) et à neutraliser la COB. Le résultat est sans appel. Une partie des organisations de *cocaleros*, historiquement à la base de la fondation du MAS, défilent avec l'opposition, avec des syndicalistes ouvriers et des représentants de peuples indigènes.

Sur le terrain des revendications sociales, après une période de création de programmes sociaux en début de période (entre 2007 et 2009) dans la santé et l'éducation particulièrement, financés par la rente des hydrocarbures, la décision du gouvernement de réformer la loi sur les retraites en



Les présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), Hugo Chávez (Venezuela) et Evo Morales (Bolivie) lors de la première réunion sud-américaine sur l'énergie en 2007.
© Ilha Margarita / Wikicommons.

2013 va déboucher sur une lutte importante menée par les syndicats, comme la COB et certains syndicats miniers⁵. Ce conflit entérine une rupture avec la base ouvrière de Morales, traditionnellement fortement organisée. Des centaines de travailleurs et de dirigeants syndicaux sont inculpés en raison de leur participation à la grève alors qu'en même temps, les hautes sphères de la bureaucratie syndicale prennent leurs distances avec le mouvement et rentrent dans le rang. La rupture entre des syndicalistes réprimés et ceux qui soutiennent le régime explique en grande partie l'inaction de la COB devant le coup d'État. Une partie des syndiqués s'affirme en opposition depuis quelques années (notamment les mineurs de Huanuni et le secteur de la santé) tandis que la fraction pro-MAS, animatrice de la direction de la COB était incapable de mobiliser. Ces frictions entre les partisans du gouvernement et ceux qui veulent garder leur indépendance traversent toutes les organisations sociales, comme la CONALCAM (*Coordinadora Nacional para el Cambio*), organe de coordination des principales organisations sociales du pays.

Pour le MAS, et surtout pour son idéologue, le vice-président Garcia Linera, le peuple devant s'incarner par un chef, ici Morales, la dérive autoritaire et la volonté de s'accrocher au pouvoir ne sont que des moyens pour mener une politique en direction des plus pauvres. Sauf que les choix économiques et politiques correspondent de moins en moins à l'objectif « socialiste » annoncé.

UN MAL DÉVELOPPEMENT

En y regardant de près, on constate rapidement que le MAS a mené une politique de développement capitaliste à partir de l'État, imposant des nationalisations au capital étranger (hydrocarbures) tout en négociant avec la bourgeoisie nationale et en créant de toute pièce une bourgeoisie indigène à travers la création de coopératives agraires, commerçantes ou minières. Mais rapidement, quand le gouvernement a voulu tenter de réguler ces secteurs, à partir des premiers signes d'essoufflement de la croissance en 2015, il s'est affronté à une résistance acharnée et au basculement d'une partie d'entre eux dans l'opposition⁶.

Pourtant le gouvernement a mené des politiques sociales d'envergure qui ont permis de lutter efficacement contre

la pauvreté et de relever les niveaux de vie de la majorité des Boliviens. Le taux d'extrême pauvreté est passé de 37,2 % de la population à 18,8 % entre 2005 et 2014. La part de la santé dans le budget du pays a explosé, de 3,5 % à 11,5 % entre 2005 et 2014. Ont été menées aussi des campagnes d'alphabétisation (« *yo si puedo seguir* ») permettant ainsi au taux d'analphabétisme de reculer à 3,7 % de la population en 2008 et bénéficiant à près de 83 400 personnes dont une grande majorité de femmes.

La création d'une retraite par répartition par la loi de 2010, conjuguée avec un avancement de l'âge de départ en retraite qui passe de 65 à 58 ans pour les hommes et les femmes, est une grande avancée sociale qui montre que cela est possible, surtout dans un continent où la plupart des retraites sont généralement par capitalisation et où l'âge de départ est nettement supérieur à 60 ans (mais la loi sur les retraites a été réformée dans un sens restrictif en 2013).

Si ces politiques sociales ont permis à Morales d'être élu à trois reprises avec des scores importants, les contradictions portées par ses choix économiques vont rapidement apparaître. Tout d'abord il y a l'effort d'exploitation des ressources du sous-sol (hydrocarbures, lithium...) qui procure des devises et permet le financement des programmes sociaux mais qui accroît la dépendance de l'économie bolivienne aux fluctuations des prix de marché des matières premières.

Ensuite, il y a la volonté (identique à ce qui s'est passé au Venezuela) de développer le secteur coopératif en pensant créer un contrepoids face à l'entreprise privée. Or, si le nombre de coopératives a augmenté rapidement, leur insertion de fait dans l'économie capitaliste a fragilisé ce secteur. Au point que des tentatives de régulation (avec des coopératives de mineurs ou de *cocaleros* par exemple) ont donné lieu à des manifestations et des luttes qui ont pris un tour anti-Morales. Morales a tenté de neutraliser le patronat bolivien en lui donnant toujours plus de gages, ce qui explique le soutien qu'il a pu gagner avant son élection de 2014 auprès de la bourgeoisie de Santa Cruz. Si l'État contrôle certains secteurs clefs, se généralisent aussi des partenariats avec les multinationales, voire des encouragements financiers et législatifs à exploiter toujours plus les terres et le sous-sol. Il n'y a pas eu non plus de réforme agraire

mais une simple distribution des terres appartenant au domaine public aux paysans pauvres. On pourrait continuer longtemps sur les contradictions entre le discours et la pratique réelle, comme dans l'éducation où le secteur privé reste toujours aussi florissant. Enfin, on aurait pu attendre d'un gouvernement qui se proclame socialiste qu'il réforme en profondeur le Code du travail pour renverser la domination patronale au sein des entreprises. Il n'en a rien été.

SOLIDARITÉ ET BILAN

La solidarité avec la résistance du peuple bolivien qui s'organise face à la répression et qui exige la démission de la présidente usurpatrice est une évidence. La dénonciation de la violence exercée par les forces armées associées au patronat majoritairement blanc et raciste et coutumières des coups d'État contre le peuple bolivien également. Mais la force de la mobilisation anti-Morales doit interroger tous ceux qui veulent œuvrer à la transformation sociale. Elle est à chercher dans le bilan du « progressisme latino-américain ». Au Venezuela, il a produit Chávez et ses lois sociales mais a sombré dans le mûrisme. En Équateur, le « corréisme » (du nom de Rafael Correa, président de 2007 à 2017) n'a jamais caché son « ni droite ni gauche » tant à la mode et produit un successeur néo-libéral, Lenin Moreno. Et, maintenant s'impose un bilan de l'« évisme » (terme du vice-président Garcia Linera) qui est passé de la « terre-mère » et du « buen vivir » à une simple gestion capitaliste dynamisée par l'État. □

(1) Dans le système électoral bolivien, si un candidat dépasse les 45% et que son suivant immédiat a plus de 10% d'écart, il n'y a pas de deuxième tour et le premier candidat est élu. Sinon il y a deuxième tour.

(2) Bien qu'elle soit dans l'ordre protocolaire pour succéder à Morales, elle devait obtenir l'aval de l'Assemblée nationale, ce qu'elle a refusé, violant ainsi la Constitution.

(3) Ces deux rapports sont : ¿Qué sucedió en el recuento de votos de las elecciones de Bolivia de 2019? El papel de la Misión de Observación Electoral de la OEA par Guillaume Long, David Rosnick, Cavan Kharrazian et Kevin Cashman, CEPR, Novembre de 2019 et celui de Walter R. Mebane, Evidence Against Fraudulent Votes Being Decisive in the Bolivia 2019 Election.

(4) Pendant la campagne électorale une vaste campagne de diffamation est organisée dans les médias accusant Morales de corruption. Il faudra attendre mai 2016 pour que la justice tranche en faveur de Morales.

(5) La COB exige notamment, vu la faiblesse du montant de retraites, qu'elle soit calculée sur la base de 100% des derniers salaires et non sur 70%.

(6) En août 2016, après la mort de deux manifestants tués par la police, le vice-ministre de l'intérieur, Rodolfo Illanes, venu négocier, est lynché par la foule de mineurs issus de ces coopératives.

Venezuela : entre les menaces impérialistes et l'autoritarisme de Maduro

PAR PEDRO HUARCAYA

Pedro Huarcaya, camarade du NPA, a vécu plusieurs années au Venezuela et reste en contact avec des marxistes révolutionnaires vénézuéliens. Il nous livre son analyse de la situation politique, économique et sociale au Venezuela.

Peux-tu revenir rapidement sur la situation politique au Venezuela, et notamment le rôle de Juan Guaidó ?

La situation était particulièrement tendue politiquement au premier trimestre 2019 suite à l'auto-proclamation de Guaidó (alors président de l'Assemblée nationale) comme président de la République le 24 janvier. Il a été reconnu par une cinquantaine d'États dont les États-Unis, le Brésil de Bolsonaro, la plupart des États de l'UE et notamment la France. Cette proclamation est illégale du point de vue de la constitution vénézuélienne et illégitime puisqu'il n'a jamais été élu – ce qui ne veut pas dire que la présidence de Maduro soit de son côté légal et légitime. La stratégie de Guaidó est à l'image de la stratégie de l'opposition vénézuélienne depuis qu'elle lutte contre Chavez. Elle a pour base, depuis 20 ans, les classes possédantes et la petite bourgeoisie réactionnaire, et elle tente désespérément de rallier l'armée à sa cause. Cette stratégie a échoué. Guaidó a essayé de faire rentrer une aide humanitaire de force le 23 février, afin de diviser les militaires, mais sans succès. Et, le 30 avril, il a appelé en vain à un soulèvement militaire. L'opposition menée par Guaidó est donc dans l'expectative, car elle est dans une impasse politique. En focalisant sa stratégie sur l'armée et en défendant les sanctions des États-Unis, elle a hypothéqué toutes ses chances de gagner une majorité des vénézuélienNEs à sa cause.

Est-ce que selon toi la situation se stabilise ou est-ce que le blocus étatsunien conduit à un pourrissement ?

La situation pour les vénézuélienNEs est de pire en pire. Il y a tout d'abord une crise économique dont la responsabilité économique incombe en premier lieu à

Maduro et au chavisme en général : rappelez la dépendance au pétrole, et l'effondrement de la monnaie dû en particulier aux subventions aux entreprises et à l'essor d'une nouvelle bourgeoisie liée au régime (la bourgeoisie bolivarienne ou « bolibourgeoisie »). Depuis 2017, des sanctions étatsuniennes empêchent le Venezuela d'emprunter auprès des États-Unis et des sociétés américaines, ce qui rend la dette encore plus chère pour le Venezuela. Depuis le début du mois de janvier, les États-Unis ont imposé un embargo sur le Venezuela. Celui-ci a des effets particulièrement importants, puisque les États-Unis restaient, malgré les discours anti-impérialistes de Chavez et Maduro, le premier client et le premier fournisseur du pays. Les exportations de pétrole vers les États-Unis sont ainsi passées à zéro, sachant que c'était l'une des rares sources de liquidités permettant d'acheter de la nourriture et des médicaments. Par ailleurs, l'administration Trump a saisi les biens que le Venezuela possédait aux États-Unis. Notamment ceux d'une entreprise qui s'appelle Citgo, qui possède des stations-services et des raffineries aux États-Unis, qui ont donc été saisies et mises sous le contrôle de Guaidó. Deux économistes – Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs – estiment le bilan de cet embargo et de ces sanctions à 40 000 morts du fait de manques de nourriture et de médicaments. Même si ce chiffre est difficile à vérifier, il est certain que l'embargo est criminel dans ses conséquences, et accroît fortement les difficultés de la population.

Qu'en est-il des classes populaires, et de leur rapport à Maduro et à Guaidó ?

Les conditions économiques sont désastreuses : il y a 1 million de % d'inflation, le pays est en récession depuis

6 ans. Le salaire minimum représente 1 ou 2 dollars et permet de manger pendant quelques jours dans le mois. Les gens survivent grâce à l'argent envoyé depuis des proches à l'étranger (les *remesas*), en vendant des produits (venant des paniers de biens distribués par le gouvernement notamment) en Colombie ou au marché noir. Le mécontentement et la volonté de sanctionner le gouvernement sont évidents.

Ce dernier continue à faire des programmes sociaux appelés CLAP (Comités locaux d'approvisionnement et de production) qui maintiennent en vie les classes populaires. Dans le cadre de ces programmes, le gouvernement attribue d'une manière clientéliste les paniers alimentaires, qu'il peut retirer si l'on s'oppose à lui. Paradoxalement, les sanctions américaines rendent ce minimum encore plus indispensable, et renforcent à cet égard la dépendance des classes populaires envers le gouvernement. Il existe ainsi une certaine base sociale, réduite et qui n'est plus majoritaire dans le pays, mais qui constitue un noyau dur soutenant le gouvernement.

Non seulement les conditions de vie sous Maduro sont insupportables, mais sa manière de gouverner l'est aussi. À titre d'exemple, on peut citer le cas d'un dirigeant syndical, Rubén González, condamné à plus de 5 ans de prison pour des faits liés à son militantisme, ou celui du mineur Rodney Álvarez, emprisonné sans procès depuis 10 ans. Les classes populaires sont donc orphelines de perspectives politiques, puisque l'opposition de Guaidó n'est évidemment pas une solution. En janvier, on a certes assisté à un fait nouveau : il y a eu des soulèvements dans certains quartiers populaires, brutalement réprimés par Maduro. Il y a sans

doute eu un réel élan autour de Guaidó autour du motif « tout sauf Maduro », en raison des difficultés extrêmes. Une partie de la population a pu être trompée par le discours de Guaidó, qui était pourtant déjà clairement très libéral. Mais le fait qu'il ait appelé à une insubordination de l'armée et non à une mobilisation des classes populaires a signé son échec. Les illusions qu'il a pu susciter en janvier sont complètement dissipées. Et son camp se divise. Alors qu'une partie en appelle à l'intervention militaire américaine, une autre a accepté des négociations en juillet avec Maduro pour obtenir quelques bribes de pouvoir. Guaidó a essayé de remobiliser ses troupes autour du coup d'État raciste et classiste en Bolivie, mais à nouveau ça a été un échec. Il reste prisonnier de son ancrage dans les classes possédantes et de sa dépendance envers les États-Unis, et sa seule réussite a été d'obtenir des soutiens d'États étrangers.

Est-ce qu'il existe des forces sociales alternatives à Maduro et à Guaidó, au sein du mouvement ouvrier par exemple ?

Il y a chaque année des milliers de luttes et de manifs au Venezuela, mais éparpillées et sans articulation politique. Des grèves de travailleurs, d'infirmières, de profs, etc. car le pouvoir d'achat est vidé de toute substance. Il y a également des luttes pour le droit à l'électricité ou à la santé, car les services publics sont délabrés.

D'autres mobilisations existent, notamment contre le décret 2792 qui autorise des dérogations au droit du travail pour maintenir l'emploi. Ou encore contre le projet « d'Arc Minier de l'Orénoque », qui devait ouvrir aux multinationales minières près de 10% du territoire du pays. Bien qu'il ait plutôt abouti à des mines artisanales, il implique également un non-respect du droit du travail, du droit fiscal, du droit des communautés indigènes, du droit de l'environnement etc.

Ces mobilisations s'affrontent au gouvernement de Maduro mais aussi à ce que veut l'opposition, qui partage évidemment le projet d'exploitation des travailleurs et de l'environnement.

Différents courants trotskystes se sont organisés dans une coordination, « Trabajadores en lucha », pour tenter de proposer une voie alternative sur une base de classe, mais leur situation

est difficile.

Les révolutionnaires qui avaient rejoint le PSUV (le parti chaviste) soit l'ont quitté, soit en ont été expulsés. L'organisation « Luchas » (Ligue unitaire chaviste socialiste), la plus modérée envers Maduro, continue à appeler à voter pour Maduro aux élections, avec des arguments anti-impérialistes, mais elle s'oppose aussi aux différents projets et mesures du gouvernement dont on a parlé. D'une manière générale, précisons que même les révolutionnaires les plus radicalement anti-Maduro sont aussi fermement opposés à l'impérialisme.

Peut-on comparer la situation du Venezuela à celle de la Bolivie et à d'autres pays d'Amérique latine ?

Il y a un élément général dans presque toute l'Amérique latine : l'exploitation à outrance des matières premières, et la dépendance des différents États à ces dernières. Mais cette crise générale liée à l'effondrement des prix prend des formes très différentes. Le mouvement chilien affronte un régime de droite néo-libéral. Cela peut donner des idées aux populations, mais ce n'est pas du tout pareil !

Il y a peut-être plus de similitudes avec la Bolivie, puisque les putschistes se reconnaissent dans l'opposition

vénézuélienne et inversement. La différence fondamentale avec la Bolivie est le rôle de l'armée. Au Venezuela, cette dernière reste loyale à Maduro. L'armée et le chavisme sont liés historiquement, idéologiquement et économiquement : Chavez et le chavisme sont issus de l'armée, des courants idéologiques chavistes la structurent, les militaires sont très bien rémunérés et l'armée gère et tire des revenus de différentes entreprises publiques. A l'inverse, Morales était extérieur à l'armée : bien qu'il ait plutôt bien rémunéré et ait en un sens essayé de l'« acheter », cela n'a visiblement pas suffi.

Une autre différence est qu'une confrontation électorale relativement ouverte comme en Bolivie n'a pas lieu au Venezuela où l'opposition ne se présente plus face à Maduro. Mais en raison de sa situation dramatique, le Venezuela est une poudrière qui peut exploser à n'importe quel moment et sur n'importe quel motif.

Ce qui se passe dans les *barrios* indigènes en Bolivie contre le coup d'État est intéressant. Cela montre que ce n'est pas Morales en Bolivie, et donc pas Maduro en Venezuela, qui peut protéger les classes populaires, mais bien un mouvement autonome et auto-organisé. □



Un manifestant de l'opposition lors des manifestations de 2014 au Venezuela, portant une pancarte disant : « Je proteste pour la pénurie. Où pouvons-nous les obtenir ? »
© María Alejandra Mora / Wikicommons.

Bolsonaro : la vague brune arrive au Brésil

PAR MICHAEL LÖWY

La victoire de Jair Bolsonaro à l'élection brésilienne d'octobre 2018 n'est que le plus récent épisode d'une vague brune à l'échelle planétaire. Par rapport à d'autres gouvernements d'extrême droite dans le monde, le phénomène Bolsonaro au Brésil semble le plus proche du fascisme classique, par son culte de la violence et sa haine viscérale de la gauche et du mouvement ouvrier. Mais il n'a pas, contrairement à différents partis européens – du FPO autrichien au FN français – des racines dans des mouvements fascistes du passé – dans le cas brésilien le Parti Integraliste du Führer Plinio Salgado (années 1930).

Il ne fait pas non plus du racisme sa principale bannière, contrairement à la droite extrême européenne. [...] De ce point de vue, il ressemble plutôt au fascisme italien des années 1920, avant l'alliance avec Hitler.

Si l'on compare Bolsonaro avec l'extrême droite européenne on voit plusieurs [caractéristiques propres].

L'importance du thème de la « lutte contre la corruption », vieux cheval de bataille de la droite conservatrice au Brésil, depuis les années 50. Bolsonaro a réussi à manipuler la légitime indignation populaire contre les politiciens corrompus. Ce thème n'est pas absent dans le discours de la droite extrême européenne, mais est loin d'occuper une place centrale.

La haine pour la gauche, ou le centre-gauche (le PT brésilien) a été un des grands thèmes mobilisateurs de Bolsonaro. On le trouve moins en Europe, sauf chez les forces fascisantes des ex-démocraties populaires. Mais dans ce cas, il s'agit d'une manipulation (diabolisation) qui se réfère à une expérience réelle du passé. Rien de tel au Brésil : le discours violemment anti-communiste de Bolsonaro n'a rien à voir avec la réalité brésilienne présente ou passée. Il est d'autant plus surprenant que la Guerre Froide est finie depuis des décennies, l'Union Soviétique n'existe plus, et le PT n'a évidemment rien à voir avec le communisme (dans toutes les définitions possibles de ce terme). Parmi les mesures contre la gauche : le programme « École sans Parti », c'est à dire la purge des enseignants des écoles et des universités suspects de tendance progressiste.

Tandis que l'extrême-droite européenne dénonce la globalisation néo-libérale, au nom du protectionnisme, du nationalisme économique, contre la « finance internationale », Bolsonaro a présenté un programme économique ultra-libéral : plus de marché, ouverture aux investissements étrangers, privatisations, et un total alignement sur la politique nord-américaine. Cela explique sans doute le ralliement massif des classes dominantes à sa candidature, une fois constaté l'impopularité évidente du candidat de la droite traditionnelle (Geraldo Alckmin).

Ce qui est commun à Trump, Bolsonaro et la droite extrême européenne, ce sont trois thèmes d'agitation socio-culturelle réactionnaire :

- L'autoritarisme, le l'adhésion à un Homme Fort, un Chef, capable de « restaurer l'ordre »,

- L'idéologie répressive, le culte de la violence policière, l'appel au rétablissement de la peine de mort, et à distribuer des armes à la population pour sa « défense contre les criminels »,

- L'intolérance vis-à-vis des minorités sexuelles, en particulier le peuple LG-BTI. C'est un thème agité, avec un certain succès, par des secteurs religieux réactionnaires, soit catholiques (en France), soit néo-pentecôtistes (Brésil).

Ces trois thèmes, ensemble avec « le combat à la corruption », ont été décisifs pour la victoire de Bolsonaro, notamment grâce à la diffusion massive de fake-news par les médias sociaux (mais reste à expliquer pourquoi tant de personnes ont cru à ces mensonges grossiers). Mais il nous manque encore une explication convaincante de l'incroyable succès, en seulement quelques

semaines, de sa candidature, malgré la violence, la brutalité de ses discours de guerre civile, sa misogynie, son absence de programme et son apologie éhontée de la dictature militaire et de la torture.

COMMENT LUTTER ?

Hélas, il n'y a pas de formule magique pour combattre le fascisme. Il faut sans doute construire au Brésil une large coalition en défense des libertés démocratiques. Il existe déjà, depuis le coup d'État qui a renversé la présidente élue Dilma Rousseff en 2016, deux coalitions larges : une plus modérée, le Front Brésil Populaire, proche du Parti des Travailleurs, incluant la Centrale syndicale (CUT) et le Mouvement des paysans sans-terre (MST) ; l'autre, plus radicale, le Front Brésil sans Peur, proche du Parti du socialisme et de la liberté, incluant le Mouvement des Sans Toits (MTST) et d'autres mouvements sociaux. Ces deux fronts ont des programmes différents, mais unissent leurs forces dans le combat contre les oligarchies dominantes.

Mais il faut aussi prendre en compte que le système capitaliste, surtout en périodes de crise, produit et reproduit constamment des phénomènes comme le fascisme, les coups d'État et les régimes autoritaires. La racine de ces tendances est systémique, et l'alternative doit être radicale, c'est à dire anti-système. En 1938, Max Horkheimer, un des principaux penseurs de l'École de Francfort de la Théorie Critique, écrivait « si vous ne voulez pas parler du capitalisme, vous n'avez rien à dire sur le fascisme ». En d'autres termes, l'antifasciste conséquent est un anticapitaliste. □

Mexique : avec AMLO, un nouveau « gouvernement progressiste » ?

PAR JOSÉ LUIS HERNÁNDEZ AYALA

« Nous sommes déterminés à changer la politique économique qui a été imposée pendant les 36 dernières années » a déclaré Andres Manuel Lopez Obrador, président du Mexique depuis la fin 2018, mais la rupture reste très partielle, tant sur le plan économique que social.

La fraude électorale de 2006, perpétrée par le Parti d'Action Nationale avec la complicité du Parti Révolutionnaire Institutionnel¹ contre Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), a empêché le Mexique de faire partie de la vague de « gouvernements progressistes » de cette époque et de bénéficier des prix élevés du pétrole. Cette fraude est caractéristique du type de régime autoritaire, corrompu et oligarchique que connaissait le Mexique. AMLO a été investi comme président le 1^{er} décembre 2018 après avoir remporté largement l'élection.

Au cours de pratiquement une année de gouvernement de Lopez Obrador d'importantes mesures indiquent une évolution sensible par rapport au régime antérieur.

DES MESURES DISPARATES

Certes, son gouvernement ne fait pas partie de cette oligarchie qui contrôlait tous les ressorts du pouvoir et était liée au narcotraffic. Son premier acte gouvernemental fût de suspendre la construction du nouvel aéroport de la ville de Mexico (CDMX), projet pharaonique et écocide, ce qui signifiait un coup dur pour les intérêts du groupe d'entreprises « Atacomulco » et ses partenaires. Il a introduit des programmes d'assistance comme la pension de retraite universelle pour tous les adultes de plus de 65 ans (70 dollars mensuels), des bourses pour tous les jeunes qui étudient ou commencent des périodes en apprentissage, des aides pour les

mères célibataires et les handicapés et pris un décret d'augmentation de 16 % du salaire minimum, 100 % dans la région frontalière.

Lopez Obrador a pris d'autres décisions, à fort impact médiatique, comme de réduire de moitié les salaires des hauts fonctionnaires publics et de leur supprimer tout une série de prébendes (automobiles de luxe, gardes du corps, médecine privée, etc.), il a vendu le luxueux « avion présidentiel » et se déplace en avion de ligne commerciale, il a combattu la corruption en instruisant des procès à quelques-unes des personnalités importantes du gouvernement précédent, garanti une réelle liberté de la presse et il a maintenu un planning de travail qui lui fait rencontrer de larges secteurs de la population.

En matière de droit du travail la réforme adoptée s'attaque au pouvoir des mafias syndicales, clé de voute du régime corporatiste qui domestique les travailleurs et fait du chantage aux patrons, et élimine les « contrats de protection patronale ». Mais sur ce terrain social de nombreuses choses sont contestables : les licenciements de milliers de travailleurs du secteur public, au nom de « l'austérité républicaine », le maintien des plafonds salariaux, la « liberté » pour les syndiqués de payer ou pas leurs cotisations à leur branche ou le fait de ne pas règlementer l'externalisation des entreprises et des emplois.

Sur le plan économique il n'y a pas eu de rupture radicale avec la politique

néolibérale, on a même confirmé le Traité de Libre Commerce Mexique-États-Unis et Canada (TMEC, ex « ALENA » en Français) et le paiement de la dette publique.

D'un autre côté il y a un renforcement des entreprises publiques Petroleos Mexicanos (PEMEX) et Comision Federal de Electricidad (CFE) en freinant leur processus de privatisation, en s'attaquant à la corruption et au vol de pétrole et de gaz et en investissant pour assainir leurs finances. Il y a eu des mesures pour éliminer les privilèges et les fraudes fiscales des chefs d'entreprises, mais aucune réforme fiscale progressive. Toutes ces mesures destinées à renforcer le marché intérieur n'ont pas été suffisantes pour contenir les effets du ralentissement mondial et récupérer la croissance économique, dont l'indicateur pour les deux derniers trimestres est proche du 0%.

UNE GARDE NATIONALE MILITARISÉE

La partie la plus contestée de l'action du gouvernement de Lopez Obrador est sa politique sécuritaire de combat contre le crime organisé. La création d'une Garde Nationale, sous commandement militaire, est la continuation de la politique militariste antérieure. Même si, au moins jusqu'à présent, il n'a pas utilisé cette force pour réprimer les mouvements sociaux, il n'y a aucune





garantie que ce risque ne se concrétise pas avec ce gouvernement ou avec d'autres dans le futur.

Face à l'énorme puissance de feu des groupes criminels et leur domination territoriale, le gouvernement de Lopez Obrador a opté pour « retirer l'eau du vivier », en entamant le processus de légalisation de la marijuana, en bloquant les comptes de narcotrafiants (au 14 octobre 2019, 2000 comptes en banque d'un montant de 473 millions de dollars) et en offrant des cultures alternatives aux paysans et des bourses aux jeunes. Le gouvernement de Lopez Obrador est également contesté parce qu'il ne consulte pas réellement les peuples dont le territoire sera utilisé pour réaliser des méga-projets comme celui du train interocéanique, ou « train Maya ». Ce n'est que le 15 novembre 2019 qu'il a annoncé une consultation des populations des municipalités où on a projeté le tracé du train Maya. La « phase informative » aura lieu les 29 et 30 novembre et la « phase consultative » les 14 et 15 décembre...

En ce qui concerne la politique extérieure, on a critiqué à juste titre l'utilisation de la Garde nationale

pour servir de police migratoire de Donald Trump. Cela sous la menace d'appliquer de lourdes taxes à nos exportations vers les États-Unis.

Un point bien différent est la politique envers le reste de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Sur ce plan AMLO a repris le rôle leader du Mexique pour contenir la politique interventionniste des États-Unis. Ce fut d'abord le refus de reconnaître la marionnette Juan Guaido comme président du Vénézuéla et le rejet de la menace d'intervention qui lui était liée. À présent, de façon claire et sans ambiguïté, c'est la condamnation du coup d'État en Bolivie et le droit d'asile offert à Evo Morales. L'impact des réformes de Lopez Obrador se reflète dans divers sondages. Alors qu'il a été élu avec 30 millions 113 mille voix, 53,19% des exprimés, actuellement le niveau d'acceptation du gouvernement oscille entre 70 et 80%.

DE NOUVEAUX PROCESSUS DE MOBILISATION

Pour un pays qui connaissait un régime corrompu, autoritaire et ultra néolibéral en décomposition, ces changements, ne sont pas peu de chose. Ils marquent une rupture qui peut cimenter les fondations de la structure

industrielle et peuvent créer de meilleures conditions pour la lutte démocratique pour inverser les effets les plus nocifs de la politique néolibérale. Ce n'est pas un hasard si nous pouvons commencer à percevoir de nouveaux processus de mobilisation et de recomposition de la lutte syndicale.

Le gouvernement de Lopez Obrador n'est pas de même nature que celui du PRI et du PAN, même s'il n'est pas du tout un régime révolutionnaire. C'est un gouvernement de type nationaliste bourgeois démocratique dont on ne peut ni accepter ni repousser en bloc la politique. Surtout maintenant, à l'heure où l'ultra droite putschiste relève la tête, il est nécessaire que nous apprenions à distinguer parmi les politiques progressistes ce que nous devons contester et ce que nous ne pouvons pas contester. □

(1) PRI : parti révolutionnaire institutionnel. Créé en 1929, originellement nationaliste et de gauche, le PRI se tourne vers le centre droit et le néolibéralisme à partir des années 1980. De plus en plus corrompu, il a détenu sans interruption la présidence du Mexique jusqu'en 2000.

PAN : parti Action nationale. Droite conservatrice. Alterne à la présidence avec le PRI depuis 2000.

*José Luis Hernández Ayala est Membre de la Coordinadora Socialista Revolucionaria (Mexique).



Andrés Manuel López Obrador lors de la campagne de 2012.
© Eneas De Troya / Wikicommons

Équateur : une victoire importante, mais limitée contre le FMI

PAR CAMILLE MÜNZER

En octobre 2019, l'Équateur a été le théâtre d'un mouvement social partiellement victorieux contre les mesures d'austérité imposées par le président Lenin Moreno, sous pression du FMI.

DIX ANS APRÈS LE DÉBUT DU CORREATO

En Équateur, la période 1997-2005 a été caractérisée par une importante crise sociale, politique et économique. Plusieurs soulèvements populaires aboutissent au renversement de trois gouvernements après qu'ils se sont soumis aux injonctions du FMI.

L'arrivée de Rafael Correa à la présidence en 2007 a été présentée à la fois comme une rupture avec le modèle néolibéral et comme un débouché électoral aux soulèvements populaires. Sa victoire s'inscrivait dans la vague des gouvernements post-néolibéraux dits « progressistes » comme ceux de Chávez, de Morales ou de Lula.

Dans ses premières années, le gouvernement de Correa a mis en place des mesures de redistribution partielle, telles que des allocations pour les plus démunis, des réformes dans le régime politique pour retrouver la légitimité perdue, en même temps qu'il a favorisé l'intervention économique de l'État en renégociant les contrats avec les entreprises nationales et étrangères, tout en gardant une structure économiquement dépendante des puissances économiques, appuyée sur la rente pétrolière, le maintien du dollar comme monnaie nationale et le paiement d'une partie de la dette extérieure. De son propre aveu, Correa cherchait à faire des concessions aux mouvements sociaux tout en maintenant le même modèle d'accumulation et sans porter atteinte aux intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale.

2014 a été une année charnière pour le régime de Correa. La baisse du prix des matières premières a affecté profondément l'économie équatorienne. Le gouvernement de la « Révolution citoyenne » a dû prendre des mesures opposées à son discours progressiste : baisse du budget de l'État de 6,7 milliards de dollars, négociation d'un

traité de libre-échange avec l'UE, retraite anticipée de dizaines de milliers de fonctionnaires d'État, etc. En outre, après avoir partiellement rompu avec le FMI en 2008, Correa fait revenir l'organisation en 2014, préparant le terrain pour un nouveau prêt.

La présidence de Moreno, ancien vice-président de 2007 à 2013, était présentée comme une « rupture dans la continuité » avec le modèle Correa : rupture dans le style autoritaire de gouvernement et dans la personnalisation de la politique, mais continuité dans les mesures de redistribution et dans le modèle d'accumulation. Mais la popularité de Moreno baisse dès le début de son mandat : en mai 2019, elle descend à 25 %. En même temps, face à la situation d'endettement du pays, le gouvernement de Moreno décide de chercher le soutien du FMI, avec qui il trouve un accord en échange de mesures fiscales draconiennes.

DE LA GRÈVE DES TRANSPORTS AU SOULÈVEMENT INDIGÈNE

Le 1^{er} octobre, Moreno annonce trois groupes de mesures économiques. Dans le premier (le décret 883), se trouve la suppression de la subvention sur l'essence, dont le prix augmente jusqu'à 120 %, ce qui provoque une augmentation du prix du transport et indirectement de celui des marchandises. Mise en place il y a plus d'une quarantaine d'années, les subventions sur les prix de l'essence sont vues comme une forme de redistribution de la rente pétrolière, et leur suppression cristallise le mécontentement des manifestants. Le second groupe de mesures est un ensemble de réformes du Code du travail : réduction de moitié des jours de vacances des fonctionnaires, de 30 à 15 jours par an, fonctionnaires qui devront par ailleurs reverser à l'État une journée de salaire par mois ; réduction de 20 % du salaire des contrats temporaires renouvelés.

Enfin, il y avait un troisième groupe de mesures « sociales » ou « compensatoires », destinées à éteindre de façon préventive l'explosion populaire, mais qui semblent dérisoires : maintien de la TVA à 12 %, mise en place d'une allocation de 15 dollars pour 300 000 familles pauvres, etc.

Le 3 octobre le pays est d'abord bloqué par les organisations patronales du transport, qui lèvent cependant la grève dès le lendemain après être arrivés à un accord avec le gouvernement. Puis les étudiants rejoignent la mobilisation, rapidement suivis par la Confédération de nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) et le Front unitaire des travailleurs (FUT), principale organisation syndicale équatorienne. Face à l'ampleur des manifestations, le gouvernement décrète l'état d'urgence, et l'armée entre dans plusieurs communautés indigènes.

En réponse à la répression de la part du gouvernement, la CONAIE décrète de son côté l'état d'urgence dans les territoires indigènes, affirmant que les forces de l'ordre ne peuvent plus s'y rendre. Des policiers et des militaires sont pris en otage par les indigènes, même s'ils sont libérés peu de temps après. Dans certaines villes du pays, surtout dans celles où une partie importante de la population est indigène, le mouvement prend d'assaut les bâtiments du gouvernement. La CONAIE appelle à une marche sur Quito, où plus de 20 000 indigènes arrivent le 8 octobre et prennent l'assemblée nationale pendant quelques minutes. Les organisations du mouvement social, regroupées sous le nom de Collectif unitaire, dont les organisations étudiantes, la CONAIE et le FUT, appellent à une journée de grève et de manifestations le 9.





Le blocage des autoroutes commence à affecter l'approvisionnement des marchés. Certaines provinces (Azuay) sont entièrement coupées du pays, et des villes (Cuenca) doivent être approvisionnées par l'armée par voie aérienne en médicaments. Les écoles et les lycées restent fermés administrativement. Enfin, trois puits pétroliers sont occupés par les manifestants, quoique sans l'accord des travailleurs du pétrole. On déplore déjà plusieurs morts chez les manifestants.

LES ACTEURS DU MOUVEMENT

Le mouvement, qui tient à Quito des assemblées générales où sont présentes jusqu'à 5 000 personnes, est dirigé par la CONAIE, puissante organisation qui regroupe une grande partie des communautés indigènes (les indigènes représentant entre 7 et 25 % de la population en Équateur, selon le type de recensement). La CONAIE est une organisation relativement récente, fondée en 1986, quoique héritière des mouvements paysans liés au Parti communiste dans les années 1940-1950. Elle est surtout présente dans les régions montagneuses des provinces andines, où se trouvent 45 % de ses délégués. Mais la CONAIE s'est progressivement institutionnalisée. En 1996, elle crée un parti politique indigéniste de gauche, le Pachakutik, qui participe aux différentes élections, obtenant plusieurs postes. En 2002, l'ancien général Lucio Gutierrez gagne l'élection présidentielle avec le soutien du Pachakutik, qui obtient deux ministres. Ils sont pourtant contraints de quitter le gouvernement en 2003, lorsque Gutierrez opère son virage néolibéral. Ensuite, la CONAIE sort affaiblie des années Correa. Non seulement Correa attaque l'organisation dans les discours, mais plus de 200 procès ont lieu contre des dirigeants indigènes, avec notamment des accusations de terrorisme et de sabotage.

Les syndicats et partis de gauche sont affaiblis, après dix ans de *correato*. Comme pour les autres mouvements sociaux, l'ancien président les a soit cooptés, soit réprimés. Lors des premières années du mandat de Correa, il y a eu des avancées importantes dans les droits des travailleurs (sur la précarité et la sous-traitance). Mais dans les années suivantes, le gouvernement

cherche à accroître son contrôle sur le système des relations professionnelles et à libéraliser le marché du travail. La cooptation a laissé la place à la répression. Malgré cet affaiblissement, l'Équateur a une longue tradition de syndicalisme combatif. Jusque dans les années 1980, le mouvement ouvrier organisé est le mouvement social le plus important. Outre les grèves générales de novembre 1922, et de 1944, le syndicalisme équatorien connaît son apogée lors des grèves générales successives des années 1980. Mais ces grèves ont été vaincues, et la syndicalisation a chuté pendant la période néolibérale. C'est dans ce contexte que s'est développé le mouvement indigène dirigé par la CONAIE, qui a réussi à resignifier l'appartenance de paysans pauvres et de journaliers au mouvement indigène autour de revendications nationales. Enfin, les forces liées à Correa sont présentes dans les manifestations, mais sont minoritaires (les figures connues liées au corréisme se sont fait expulser du mouvement dès le départ). De l'étranger, Correa a cependant cherché à capitaliser sur le mouvement en appelant à des élections anticipées.

UNE VICTOIRE IMPORTANTE, MAIS PARTIELLE

Les manifestations s'intensifient jusqu'au 12 octobre, journée décisive. Malgré un couvre-feu à partir de 15 heures sur Quito édicté par le gouvernement, les manifestations et affrontements continuent dans le centre-ville et la nuit dans plusieurs quartiers populaires, les habitants descendent dans la rue. Dans les autres villes du pays aussi (Guayaquil ou Manta notamment) on voit des manifestations spontanées (des *cacerolazos*) contre la répression.

Le 14 octobre, le gouvernement décide de reculer en appelant à des négociations avec la CONAIE autour de la « révision » du décret 883. L'organisation indigène impose la retransmission en direct des négociations, humiliation pour le gouvernement. Le blocage du pays est levé et le couvre-feu prend fin. Le gouvernement sort profondément affaibli et délégitimé de cette crise, soit parce qu'il a reculé, soit parce qu'il a négocié trop tard, et le mouvement indigène est, lui, renforcé après plusieurs années de recul. Il s'agit d'une victoire importante, mais partielle pour deux raisons : d'une part, le gouvernement

et la CONAIE doivent négocier un nouveau décret, dont l'objectif sera malgré tout de réduire les dépenses de l'État, d'autre part, il était possible, vu le rapport de forces, d'aller beaucoup plus loin dans les revendications.

Dès le début des manifestations, un des slogans les plus entendus était « *fuera Moreno* » [« Moreno, dégage ! »]. Cependant, tant la CONAIE que le FUT ont refusé de porter cette revendication. La principale limite du mouvement a été de ne proposer aucune alternative politique indépendante pour les travailleurs et les indigènes équatoriens. Il aurait été possible de défendre un programme politique qui cherche à apporter des solutions aux principaux problèmes du pays : nationalisation des ressources naturelles, à commencer par le pétrole et les mines, sous contrôle des travailleurs et des communautés où sont implantées les entreprises ; redistribution de la terre pour combattre la politique de concentration des terres dans les mains de l'industrie agricole ; fin de la dollarisation de l'économie pour que le pays retrouve sa souveraineté monétaire ; nationalisation des banques et refus de payer la dette externe du pays, etc. ; mise en place d'une assemblée constituante pour discuter de ce programme. Plus d'un mois après la fin du mouvement, la situation semble bloquée pour les deux parties. Le nouveau décret, qui devait être négocié dans les jours suivant la levée de l'état d'urgence, n'a toujours pas été présenté. Du côté du gouvernement, il y a une tentation répressive, comme l'attestent les cas d'arrestations et de poursuites de dirigeants du mouvement ou des simple participants arrêtés (certains manifestants poursuivis sont accusés de « terrorisme »). Depuis, plusieurs rassemblements ont eu lieu ce dernier mois demandant la libération des personnes emprisonnées. Toutefois, Moreno a subi un nouveau revers le 18 novembre, cette fois-ci à l'assemblée nationale, lorsqu'il a tenté de faire passer sous la forme d'une loi différentes mesures d'austérité contenues dans le *paquetazo* vaincu dans les rues. Du côté de la CONAIE, celle-ci a présenté un programme alternatif pour un « nouveau modèle économique et social » qui réclame des subventions sur l'essence, la fin de l'extractivisme et une politique plus redistributive, mais qui reste timide dans l'ensemble. □

Un « Manuel indocile de sciences sociales » pour résister et construire la contre-offensive à l'air du temps

PAR JULIEN SALINGUE

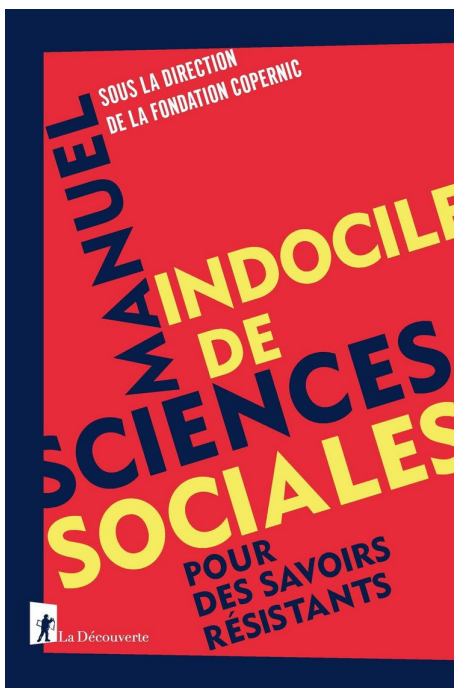
Manuel indocile de sciences sociales : pour des savoirs résistants, sous la direction de la Fondation Copernic, 1056 pages, 25 euros.

« **F**aire comprendre par quelles violences, quelles coercitions ont été instituées et reproduites les légitimités et les positions célébrées ; faire comprendre qu'il n'existe pas une nature éternelle ou des tâches féminines, ici et partout ; que toutes les hiérarchies ne sont ni fatales ni obligées ; que la démocratie n'est guère démocratique ; que les paix (sociales ou entre États) sont guerres camouflées, coup de massue échangés dans l'ombre ; que la réussite à l'école ne dérive ni d'un don inné ni du mérite ou du talent ; que laideurs et beautés, vénération et convenances ne sont qu'arbitraires ; que les goûts et les dégoûts, les musiques qui révulsent ou ravissent, les vêtements que l'on trouve "classe" ou "beaufs", les indignations, les indignités, ce qu'on mange ou pas sont productions sociales... pour ne citer que quelques exemples » : telle est l'ambition affichée par le Manuel indocile de sciences sociales, récemment publié aux éditions La Découverte.

« À L'ÉCOLE, TU BOSSES, TU RÉUSSIS ? »

Un projet ambitieux, concrétisé dans un ouvrage de plus de 1000 pages nourries des contributions d'une centaine d'auteurEs (sociologues, économistes, politistes, historienEs, professeurEs de lycée, acteurEs du mouvement social...), regroupées par grands thèmes et principalement organisées sous forme de questions : « La pollution, la faute des pauvres ? », « Le capitalisme peut-il être écologique ? », « Le travail coûte-t-il trop cher en France ? », « Les impôts : on en paie trop ? », « L'État, c'est qui, c'est quoi ? », « La politique, une affaire de "professionnels" ? », « Les sondages, c'est scientifique ? », « "Casseurs", c'est-à-dire ? », « À l'école, tu bosses,

tu réussis ? », « Le genre, c'est quoi au juste ? », « Qu'est-ce que le travail ? », « Les bourgeois vivent comment ? », « Qui domine l'ordre international ? », etc. Impossible de lister ici toutes les thématiques abordées et touTEs les auteurEs que l'on rencontre au fil des pages de ce manuel, construit autour de contributions courtes (une dizaine de pages),



écrites dans une langue accessible, chacune dotée d'une bibliographie et d'un « lexique de désenfumage » définissant en quelques lignes certains des termes utilisés (« reproduction sociale », « salaire net », actif financier », « révolution industrielle », « fonds spéculatifs », « démocratie directe », etc.). Des contributions qui peuvent se lire indépendamment les unes des autres, dans l'ordre, dans le désordre, une à une, par paquets de cinq... selon les besoins du moment et le temps disponible.

RÉFLÉCHIR ENSEMBLE À NOTRE MONDE

« Ce livre propose que [...], fortes d'alliances nouvelles avec d'autres catégories de salariés, les sciences sociales ne soient plus interdites d'usage et qu'enfin elles circulent. Car les sciences sociales libèrent. Les sciences sociales en font savoir davantage sur nous-mêmes, sur les relations, les histoires, les situations qui nous ont fabriqués, jusqu'à nous rendre malheureux oui heureux, relégués ou solidaires, désarmés ou révoltés, et jusqu'à interdire ou favoriser certaines destinées. Elles montrent que nous ne sommes ni illégitimes, ni coupables, ni impuissants. » Cela ne fait aucun doute : le mouvement des Gilets jaunes et les fractures qu'il a révélées/confirmées sont passé par là, et pour les concepteurEs de l'ouvrage, il s'agit ni plus ni moins que de tenter de mettre à la portée du plus grand nombre des travaux scientifiques souvent considérés comme inaccessibles ou inutiles, travaux eux-mêmes percutés par le surgissement impromptu, sur la scène sociale et politique, de fractions des classes populaires reléguées, voire ignorées. Au total, ce manuel tient la plupart de ses promesses, même si d'aucuns pourraient déplorer des angles morts (sur les sciences et techniques par exemple) ou le manque de radicalité de certaines contributions. Mais l'essentiel est là, qui fait de cet ouvrage un excellent outil pour armer les mobilisations en cours et à venir, et pour réfléchir ensemble à notre monde, à un autre monde, au moyen des éclairages apportés par les outils et les concepts des sciences sociales. Un livre utile et, une fois n'est pas coutume pour un volume de cette taille, agréable à lire ou à parcourir. Et en plus, le prix est relativement modeste pour un livre de plus de 1000 pages (25 euros), ce qui en fait un excellent cadeau de fin d'année. □

« Le premier âge du capitalisme 1415-1763 », Tome 3

PAR HENRI WILNO

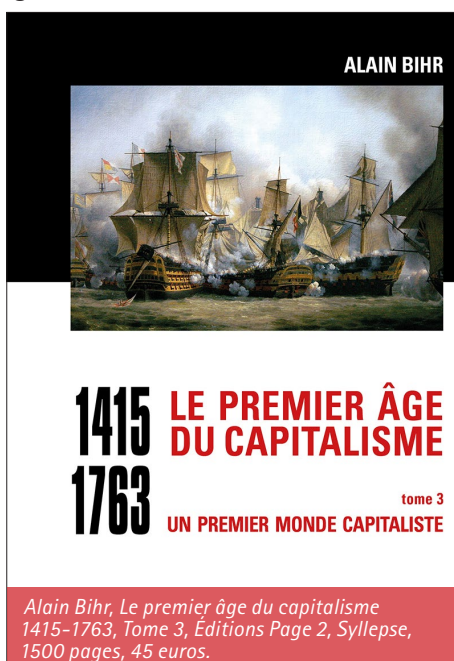
Avec ce dernier tome, Alain Bihr arrive au terme de sa description du processus pluriséculaire de genèse du mode de production capitaliste, se subordonnant progressivement l'ensemble des rapports économiques et sociaux aux nécessités de sa reproduction.

Dans la préface de son livre essentiel *La formation de la classe ouvrière anglaise*¹, l'historien britannique E.P. Thompson écrivait : « *La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné* » (p.15) et, plus loin : « *La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique* » (p.250). Au risque de travestir la pensée d'Alain Bihr, on est tenté de remplacer dans ces deux phrases les mots « classe ouvrière » par « capitalisme » pour résumer le long processus de genèse du capitalisme. Le 1^{er} tome porte sur l'expansion européenne commerciale et coloniale : pour l'auteur, elle ne constitue pas le point d'arrivée de l'histoire du capitalisme, mais son point de départ. Les États d'Europe occidentale subordonnent et exploitent les richesses de l'Amérique, de larges pans de l'Afrique et de segments périphériques de l'Asie, en particulier avec l'esclavage. Le 2^{ème} tome montre comment a muri en Europe occidentale la formation des rapports capitalistes de production et leur future hégémonie.

LE MONDE STRUCTURÉ PAR LE CAPITALISME EN FORMATION

Le 3^{ème} tome qui vient de paraître s'étend d'abord sur la structure du monde issu de l'expansion capitaliste, « *un monde à la fois homogène, fragmenté et hiérarchisé* ». Homogène, ou plutôt en voie d'homogénéisation, car l'expansion de l'Europe protocapitaliste² a pour la première fois établi une interconnexion entre l'ensemble des terres émergées et des océans, tant sur le plan économique (par les échanges commerciaux) que politique (avec la constitution d'empires s'étendant sur plusieurs océans). Fragmenté, car ce premier monde capitaliste est structuré par une pluralité d'États. Enfin, hiérarchisé car ce nouveau monde

est composé de différents cercles. Au centre et dans une position de domination se trouve l'espace ouest-européen. Sa périphérie est constituée par les immenses territoires coloniaux dominés et exploités par le centre et dont les forces productives sont façonnées par les exigences de celui-ci. Distincte de ces deux



cercles, viennent les formations sociales semi-périphériques : divers territoires essentiellement européens qui apparaissent soit en déclin, soit en retard par rapport à l'Europe de l'ouest. Enfin, Alain Bihr qualifie de « marges » les différentes zones qui conservent des économies largement autocrates et des pouvoirs politiques non dépendants du centre même si celui-ci les soumet à des pressions : c'est le cas de d'une vaste zone allant du Maghreb au Japon en passant par l'empire ottoman, l'Inde et la Chine. Au sein de ces quatre cercles, les positions ne sont pas stables : pour ce qui est du centre, d'abord hégémonique, l'Espagne connaît un déclin profond tandis que va monter progressivement la

Grande-Bretagne qui finit par surclasser la France. Dans ce tome, Alain Bihr décrit en détail les évolutions des principales composantes du centre, de la semi-périphérie et des marges. Sont ainsi traitées aussi bien les facteurs de la montée anglaise que les possibles explications de la non-éclosion capitaliste de la Chine alors que celle-ci a eu pendant longtemps une avance technologique indéniable.

L'ÉCHANGE L'EMPORTE SUR L'USAGE

Si on doit retenir deux points essentiels de cet ouvrage, c'est, outre la caractérisation toujours actuelle du monde généré par le capitalisme comme à la fois homogène, fragmenté et hiérarchisé, l'accent mis sur le fait que ce premier âge du capitalisme est celui où pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, bien que de manière encore imparfaite et bridée, « l'échange l'emporte sur l'usage ». Des « prix de marché » vont peu à peu apparaître et s'imposer aux acteurs économiques. La loi de la valeur va peu à peu englober l'ensemble des activités et devenir leur principe régulateur. Dans l'étape suivante, notre monde, elle sera totalement hégémonique. Au-delà de son intérêt historique, l'ouvrage d'Alain Bihr fournit donc des clefs pour comprendre le capitalisme d'aujourd'hui.

Le choix d'exhaustivité de l'auteur qui brasse tous les aspects de cette longue transition (économie, histoire politique et militaire, évolution des sciences, mutations culturelles...) a pour contrepartie la longueur de l'ouvrage. On est parfois tenté de penser que l'auteur aurait pu être plus bref. Mais, beaucoup de chapitres peuvent se lire de façon indépendante et le lecteur y trouvera son miel en fonction de ses centres d'intérêt. □

(1) La première édition anglaise est parue en 1963. Édition française la plus récente : Points, 2012.

(2) « Proto » du grec premier Préfixe signifiant antérieur à, au début de.

Le New Deal vert de Naomi Klein

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Dans son ouvrage, Plan B pour la planète : le New Deal vert, Naomi Klein reprend des textes écrits entre 2010 et 2019 sur la nécessité d'un changement radical de système économique pour lutter contre le réchauffement climatique.

Les luttes locales sont utiles, mais la lutte globale, contre le système, est vitale. Elle expose donc des mesures fortes, qui auront des répercussions positives sur toutes les crises (climatique, sociale, de biodiversité). Pour l'auteure, les climatosceptiques, presque toujours des hommes, blancs, chrétiens, lancent de lourdes charges pour nier la réalité décrite par 97 % des scientifiques car ils ont bien compris que contenir la hausse de la température sous les 1,5 °C est incompatible avec le « marché libre », que le problème n'est pas le réchauffement du climat, mais le système capitaliste qui l'a produit. Ils diabolisent donc tout changement. Naomi Klein exhorte à profiter de la prise de conscience de plus en plus large sur la nocivité du capitalisme pour promouvoir un système économique de transition, redistributif, démocratique, solidaire et émancipateur, dans les limites de la biosphère.

QUEL EST SON PLAN B ?

À partir du constat « *qu'après des années de recyclage, de compensations carbone et de changements d'ampoules... l'action individuelle ne sera jamais la solution à la crise climatique* », N. Klein propose un programme en six points, tout en détaillant les modifications climatiques inquiétantes et la perte dramatique de biodiversité. D'abord, elle insiste pour placer l'action du New Deal vert dans la sphère collective et non privée. De lourds investissements publics seront nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de façon radicale : métros, trams, transports publics urbains abordables, voire gratuits, logements économes en énergie, proches des transports en commun, abordables, réseau électrique alimenté en énergie renouvelable, effort colossal dans la recherche. Ces investissements n'ont pas pour but d'être rentables, mais leur coût social, humain, écologique sera moindre pour la communauté. Naomi Klein réhabilite la planification qui

englobe l'industrie, les plans d'occupation des sols, la reconversion des travailleurs dont les emplois deviendront obsolètes au fur et à mesure de la sortie des énergies fossiles. L'agriculture y est incluse, pour faire face à l'érosion des sols, aux conditions météo et à la dépendance aux intrants chimiques, pour le développement de cultures pluriannuelles en polyculture... D'autre part, Naomi Klein affirme qu'il faudra « *interdire les comportements dangereux et destructeurs des entreprises... imposer des plafonds stricts de quantités de carbone à émettre, exclure toute nouvelle centrale à charbon, supprimer les projets d'extraction du gaz et du pétrole.* » Un encadrement contraignant donc.

En outre, elle part en guerre contre le libre-échange des produits manufacturés, bon marché, jamais réparables, des produits agricoles, pour la relocalisation des productions, la diminution des consommations des 20 % les plus riches au profit de l'augmentation des consommations pour celles et ceux qui n'ont rien ou si peu. Le privé est disqualifié pour couvrir les domaines de l'enseignement, des loisirs et du soin, réservés au secteur public ou non lucratif...

Enfin, un ensemble de mesures fiscales sont promues : taxer les riches, augmenter les impôts des entreprises, supprimer les subventions aux énergies fossiles, chasser la fraude fiscale, taxer le carbone. Les 900 milliards de dollars de bénéfices des 5 principales compagnies pétrolières, ces dix dernières années, captés par les actionnaires et le lobbying du secteur, serviront à financer le new deal vert. Comme les firmes s'y opposeront, N. Klein affirme qu'il faudra les nationaliser.

SEULE SOLUTION : CHANGER LE SYSTÈME !

Les propositions des écologistes adeptes des taxes, compensation carbone... sont critiquées pour leur inutilité. Mais surtout, N. Klein pourfend les apprentis sorciers de la géo-ingénierie dont les technologies,

plus dangereuses les unes que les autres, peinent à cacher la collusion entre certains scientifiques et les grands groupes capitalistes.

L'alternative est claire pour l'auteure. Soit les climatosceptiques gagnent la bataille, quitte à sacrifier une partie des populations, qui n'auront d'autres choix que de périr en mer ou de se heurter aux murs érigés aux frontières des pays dominants. Soit les peuples réussissent à se rassembler dans les luttes qui s'organisent sur tous les continents, pour réclamer plus d'égalité et de démocratie, pour changer de système économique.

Du côté de celles et ceux qui se mobilisent afin de retirer le pouvoir à la poignée de parasites criminels qui mènent l'humanité à sa perte, elle offre un programme de transition inspiré des revendications des jeunes, des peuples indigènes, des luttes écoféministes, en rupture avec le néolibéralisme. Nous y trouvons des résonances avec notre programme écosocialiste et l'occasion de fortifier nos réflexions communes. La lutte pour le climat qui unit les peuples d'un continent à l'autre, avec les mêmes revendications, est nouvelle et centrale aujourd'hui. Naomi Klein l'a bien compris. □



Israël : mis en examen, Netanyahu joue l'épreuve de force



Wikimedia Commons

PAR JULIEN SALINGUE

Deux ans d'enquête, des dizaines d'auditions de témoins, des milliers de pages de dossier, trois affaires distinctes : le couperet est finalement tombé, le 21 novembre, avec l'annonce de la mise en examen de Benyamin Netanyahu pour « abus de confiance », « corruption » et « fraude ». Mais, le Premier ministre israélien a décidé de jouer l'épreuve de force, quitte à précipiter encore un peu plus le pays dans la crise politique.

Un Premier ministre qui est enfoncé jusqu'au cou dans des affaires n'a ni le mandat moral, ni le mandat public pour prendre des décisions concernant la destinée de l'État d'Israël ». Ainsi s'exprimait un certain Benyamin Netanyahu, en 2008, lorsque son prédécesseur Ehud Olmert était sous le feu de l'actualité en raison de soupçons de corruption. Onze ans plus tard, celui qui occupe le poste de Premier ministre de l'État d'Israël depuis mars 2009 n'a pas l'intention, en bon politicien accroché au pouvoir, de s'appliquer les préceptes qu'il énonce à propos des autres. Bien au contraire, il a fait le choix de la contre-attaque, en refusant obstinément de démissionner et en se posant en victime d'une machination.

« COUP D'ÉTAT »

Dans ses premières déclarations consécutives à l'annonce de sa triple inculpation, Netanyahu n'y est en effet pas allé de main morte, dénonçant un « coup d'État », appelant à « enquêter sur les enquêteurs », et déclarant à propos de ces derniers : « Ils n'ont pas cherché la vérité, ils m'ont cherché moi ! On a fait pression sur les témoins pour qu'ils disent ce que les enquêteurs voulaient entendre ! » Les dossiers sont pourtant conséquents, et c'est ce qui inquiète le Premier ministre en exercice. Dans le « dossier 1000 », ce sont les « cadeaux » reçus par Netanyahu de la part de deux milliardaires

(champagne, cigares, etc.), en échange de divers services, qui sont montrés du doigt. Le « dossier 2000 » concerne, comme le rappelle Libération (21 novembre), « la tentative de "Bibi" de s'octroyer les faveurs du patron de presse Arnon Mozes, propriétaire du puissant Yedioth Ahronoth, en échange d'une loi limitant le tirage de son principal concurrent, le gratuit Israel Hayom. » Dans le « dossier 4000 », le plus lourd des trois, Netanyahu est accusé d'avoir usé de ses fonctions pour accorder cadeaux et largesses au patron de la société de télécoms Bezeq, Shaul Elovich, ce dernier lui offrant, en retour une couverture médiatique favorable. On parle ici notamment de facilités accordées dans le cadre d'une fusion avec un autre groupe, Yes, alors que Netanyahu était non seulement Premier ministre mais aussi ministre... des Télécommunications.

VA-T-IL QUITTER LE POUVOIR ?

Au total donc, des charges d'« abus de confiance », de « corruption » et de « fraude », qui font en outre suite à de précédentes enquêtes, dont une au terme de laquelle c'est l'épouse de Benyamin Netanyahu, Sara, qui avait été condamnée pour une affaire de « frais de bouche » estimés à 340 000 shekels (85 000 euros), facturés aux contribuables israéliens. Avec donc la possibilité d'une condamnation substantielle pour Netanyahu : on se souviendra ainsi qu'Ehud Olmert avait été

condamné en première instance à six ans de prison ferme pour avoir reçu un pot-de-vin de 60 000 shekels (15 000 euros), condamnation ramenée à 18 mois ferme en appel. Le fils d'Ariel Sharon, Omri, avait quant à lui été condamné à neuf mois de prison ferme pour financement illégal du Likoud. Les risques de condamnation sont donc importants, ce qui explique pourquoi Netanyahu s'accroche tant au pouvoir. Et si certains observateurs estiment qu'il s'agit pour lui de construire un rapport de forces pour négocier sa sortie de la vie politique en échange d'une peine légère, force est de constater qu'il ne recule aujourd'hui devant rien pour justifier sa non-démission, quitte à approfondir encore un peu plus la crise politique en Israël, où les deux élections législatives anticipées qui se sont tenues en l'espace de quelques mois n'ont pas permis de constituer de majorité. Netanyahu va-t-il quitter le pouvoir ? La chose est probable, mais une chose est toutefois certaine : ce n'est pas sa politique brutale à l'égard des Palestiniens qui aura entraîné sa perte. Quelle que soit l'issue de la crise, ce ne sont pas les politiques d'apartheid qui seront remises en cause et, si l'on peut se réjouir de la chute de Netanyahu, rien de pourra remplacer la solidarité concrète avec les Palestiniens, entre autres et notamment par la poursuite de la campagne BDS. □